

N° 44 - 5,00 FF

Semaine du 8 au 14 janvier 1982

SANS FRONTIÈRE

hebdomadaire de l'immigration et du tiers-monde



Ghana : le retour du « justicier »

LA GUERRE DES TAXIS MARSEILLAIS

BANLIEUE : RENAUD « SANS ZIKMU »

ANNIVERSAIRE : LES 70 ANS DE L'ANC

(A.F.P.)

A LA UNE :

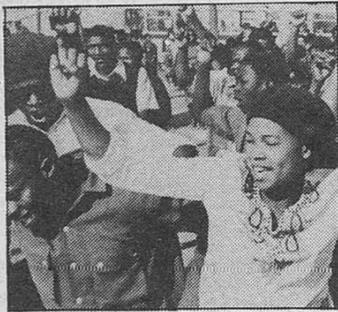
- Le second coup de Jerry** Page 3
- Jerry est de retour : pour quoi faire ?** Page 3

ICI ET LA :

- Renault : le statut des O.S.** Page 4
- L'opération régularisation : un arbre qui ne doit pas cacher la forêt** Page 5
- La guéguerre des taxis à Marseille** Page 6
- T.V. : la police et les citoyens le débat inachevé** Page 7

SUD-SUD :

- Le Zimbabwe, deux ans après la guerre civile** Page 8
- Apartheid : 1912-1982 : l'ANC a 70 ans** Page 9



- La journée des peuples noirs** P.9
- Les factions au Tchad : alors, bonne année !** Page 11

CULTURE :

- Renaud « sans zikmu »** Page 13
- Anthologie des poètes noirs d'Afrique du Sud** Page 14
- Sans Frontière-Services** Page 15

sansfrontière

Nidham ABDI
 Farid AICHOUNE
 Khadidja BACHIRI
 Kamal BELARBI
 Fatima BELHADI
 Lila BENBELAID
 Joël BOULARD
 Saïd BOUZIRI
 Peira CAVA
 Raymond CHARLOTTE
 Madjid DABOUSSI
 Amadou GAYE
 André HARTMANN
 Maria KALALOBÉ
 Daniel Lacerda
 Leïla SEBBAR
 Mustapha MOHAMMEDI
 Driss MOURAD
 Fabienne MESSICA
 Mohamed NEMMICHÉ
 Blaise N'DJEHOYA
 Macodou NDIAYE
 Aline N'GOALA

PACO
 Marc WEITZMAN
 Fowzia ZOUAOUI
ABONNEMENTS
 Ali MAJRI
 NOURREDINE
PUBLICITE :
 Leïla HADDAD
 Habib ARFAOUI



Rédaction Paris : 33 bd Saint-Martin. 75003 Paris. Tél. 278 44 78
 Siège social : 35 rue Stephenson. 75018 Paris.
 Fondateur de l'Association : « Editions Sans Frontière » : Louis Gallimardet.
 Rédacteur en chef : Méjid Daboussi « Ammar »
 Directeur de publication : Khali Hammoud.
 C.C.P. : 420900 F Paris
 Commission paritaire n° 61715
 Diffusion N.M.P.P.

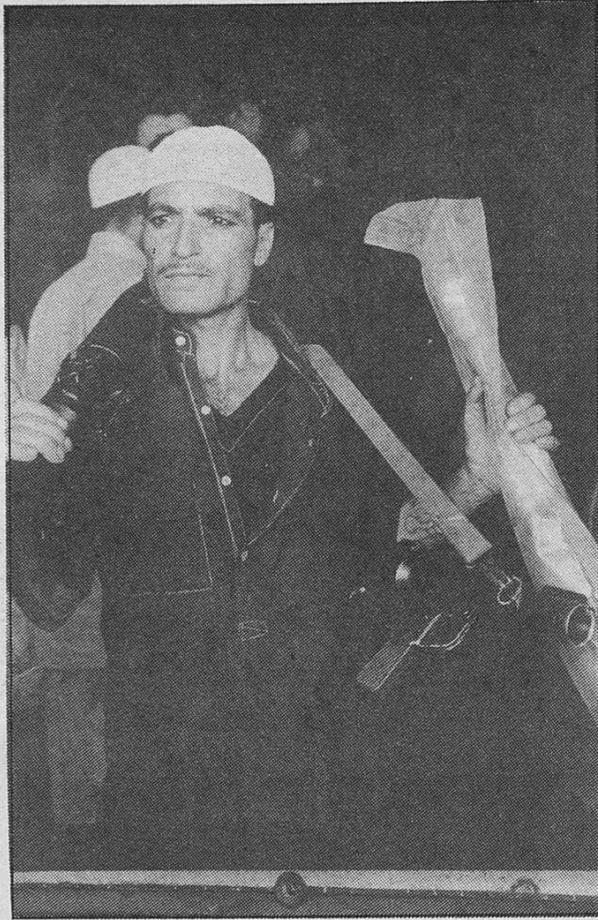
Afghanistan : l'impérialisme de l'est et de l'ouest

Le coup d'Etat du 18 avril 1978, chasse les aristocrates qui régnaient sur l'Afghanistan et met en place un gouvernement socialiste prosoviétique.

Devant les résistances de la population qui a mal à accepter les nouvelles réformes, le nouveau régime Afghan fait appel à l'Union Soviétique qui intervient le 27.12.79 au nom du Traité d'assistance réciproque qui existe entre les deux pays. Dans les campagnes et les montagnes la résistance s'organise face à l'envahisseur soviétique. Deux ans après l'Union Soviétique occupe toujours le territoire et renforce ces troupes.

Lors du coup d'Etat le peuple a accueilli favorablement le changement de régime. Un sentiment de joie et d'espoir naissait. On ne savait pas encore l'objectif et le but de ce changement. Le souvenir de la révolution iranienne étant présent chez tous les Afghans on espérait alors. Bientôt les structures du nouveau régime se dessinent, elles sont calquées sur l'appareil soviétique.

Les premières réformes de Janvier 1979, concernant la réforme agraire ne furent pas trop mal accueillies. On redistribue la terre et on accorde 6 hectares de terre par famille. Le nouveau régime favorise même la petite propriété individuelle. En mars 1979, viennent des réformes sur l'alphabétisation et sur la condition sociale de la femme, comme le port du voile qui n'est plus obligatoire, la femme pourra également apprendre à lire. Ces réformes sociales qui allaient dans l'intérêt du peuple ne suffisent pas à calmer l'opposition. Déjà en février 1979, l'ambassadeur des Etats-Unis est enlevé puis assassiné ; le 5 août 1979, la caserne de Bala Hissar - Kaboul - tenue par des guerilleros islamiques se



A Darra (au Pakistan), un Moudjahid vient d'acheter une arme anti-char.

rebelle. Après une forte intervention militaire, le gouvernement arrive à bout des rebelles. Tous le matériel d'intervention était soviétique. Ayant du mal à faire face à son opposition le gouvernement de Kaboul fait appel à l'Union Soviétique, les troupes russes franchissent les frontières le 27.12.79. Dès lors la résistance Afghane se fait plus forte, elle veut enrayer l'envahisseur.

Stratégiquement, l'Union Soviétique ne veut pas perdre l'Afghanistan. C'est pour elle, un satellite important en Asie Centrale. La Chine, l'Inde, le Pakistan et l'Iran sont des pays importants qui ne s'alignent pas ou plus sur sa politique. Ces pays frontaliers de l'Afghanistan ont condamnés fermement l'intervention soviétique.

Il est vrai que des divergences politiques sont à l'origine de ces condamnations, mais il est aussi vrai que ces pays ont parmi leur population des musulmans. La population musulmane en Inde est de 80 million d'habitants, en Chine de 30 million d'habitants, l'Iran est la seconde république islamique après le Pakistan qui compte 97 % de musulmans. Actuellement, le Pakistan compte parmi sa population 2 millions de réfugiés Afghans.

Après deux ans d'intervention, l'Union Soviétique renforce sa présence car l'armée rouge n'arrive pas à mater les Moudjahidines du peuple. Ce conflit s'étend et devient coûteux. Elle pourrait intervenir plus massivement mais au point de vue international cela lui coûterait également cher.

Les Moudjahidines résistent à l'envahisseur grâce aux armes qu'ils ont récupérées de l'ennemi et aux explosifs artisanaux qu'ils fabriquent. D'après certaines sources d'information la CIA fournirait des armes par l'intermédiaire de l'Egypte. Egypte, qui écoule son armement soviétique qui lui reste du temps où l'Union Soviétique était son alliée favori.

Cet armement n'est pas aussi sophistiqué que la force d'intervention, mais la connaissance du territoire, le refuge dans les montagnes sont autant d'atouts pour les maquisards musulmans. Si ces derniers arrivent à leur fin, sans aucun doute l'Islam sera le nouveau type d'évolution dans ce pays. Il est vrai que rivalités au sein de la résistance existe, que les intégristes veulent une République Islamique que les modérés tout en restant attaché au Coran, veulent une politique pro-occidentale mais ne veulent pas remplacer un impérialisme par un autre.

L'Islam c'est l'issue qui permet de sortir de deux impérialismes, c'est une force qui permet de rassembler un monde déchiré.

L'affaire de l'Afghanistan révèle des contradictions dans des politiques comme celle de l'Egypte par exemple. Le président Sadate avait accueilli le Shah d'Iran en fuite alors qu'aujourd'hui, l'Egypte fournit des armes aux maquisards musulmans. Dans des pays comme l'Algérie ou la Lybie la révolution Iranienne puis la République Islamique avaient bien été accueillies.



Mais on ne veut pas que l'Islam pèse trop lourd dans le monde Arabe, ce qui explique le mutisme de certains pays. Il y a aussi des pays musulmans socialistes qui ne veulent pas s'engager dans une voie anti-soviétique. Certains pays parlent de non-ingérences et soulèvent que c'est le gouvernement de Kaboul qui a fait appel à l'Union Soviétique.

Toutes ces raisons font que les Moudjahidines du peuple restent seuls face à l'envahisseur et que les pays frères n'interviennent pas effectivement. Dans le monde musulman, il existe des divergences comme au sein de la résistance Afghane, mais ces divergences semblent être mises de côté pour éliminer l'envahisseur et faire triompher l'Islam. Si tout un peuple s'élève et veut à son tour évoluer par la voie du Coran, c'est que l'Impérialisme de l'Est à l'Ouest paie ces frais. L'acheminement vers le Coran est la volonté de ce peuple et rien ne pourra l'enrayer.

F arida.

TARIFS D'ABONNEMENTS

A l'ordre de « Sans Frontière », 33 bd Saint-Martin 75003 Paris - C.C.P. 420900 F Paris

— Soutien à partir de 300 francs —

	1 an	9 mois	6 mois
France	220F	170F	120F
Europe, Afrique	280F	220F	160F
Par avion	320F	290F	170F

Chômeurs et étudiants*		
1 an	9 mois	6 mois
200	150	100
250	190	130
280	250	140

Abonnement Ràbonnement *Sur justificatif

Nom

Prénom

Adresse

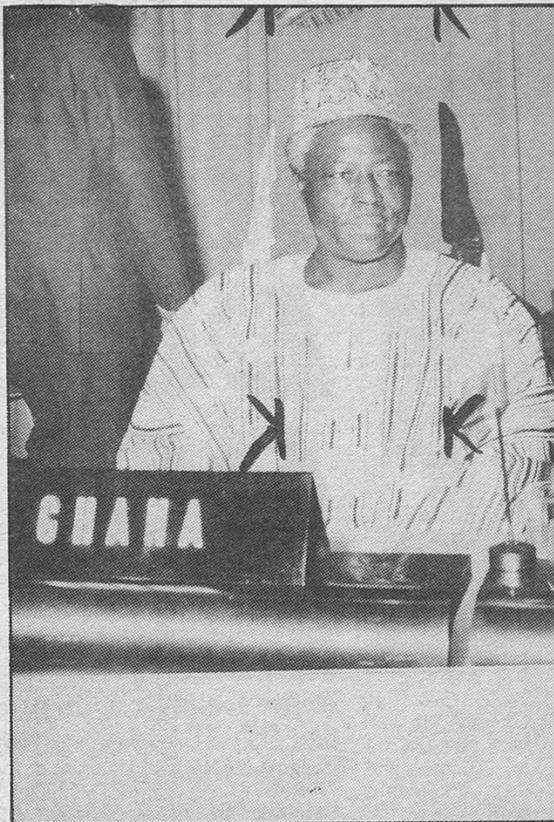
Code postal Ville

**ABONNEZ-VOUS
 ABONNEZ VOS AMIS**

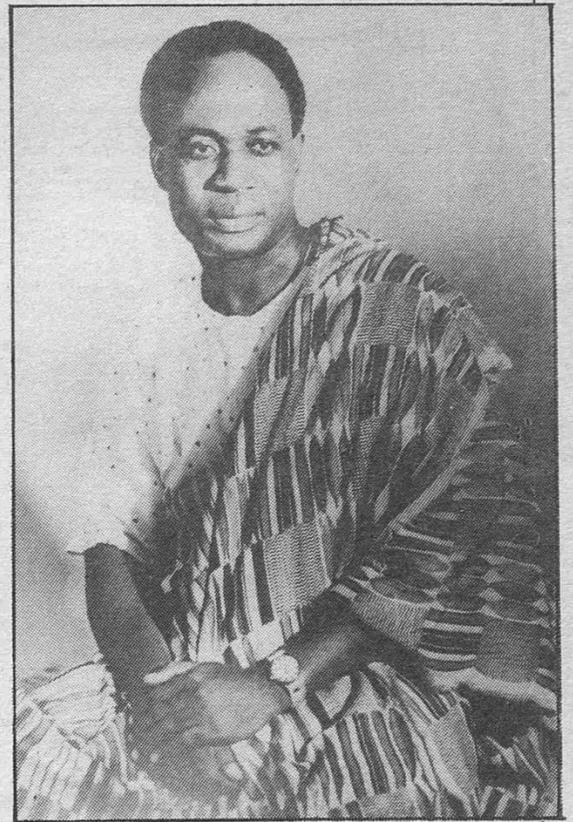


Le Ghana est un Etat de 240 000 Km² coincé entre le Togo et la Côte d'Ivoire. Il y a plus de 17 ans, il fut le

bastion du Panafricanisme sous la houlette de Kwané N'Krumah, dont le souvenir hante encore l'Afrique. Les golpes se succèdent depuis à une allure rapide. La semaine dernière, l'expérience des civils au pouvoir a pris fin avec l'arrivée de Jerry Rawlings, considéré par les Ghanéens comme une sorte de « justicier » dans un pays gangrené par la corruption.



Kwane N'Krumah



L'ancien président déchu : Hilla Limann

GHANA : LE « JUSTICIER » CONTRE LA CORRUPTION (SUITE)

La tête entre les mains

« Jerry Rawlings ». Il revient par la grande porte. Les informations parvenues à l'heure où on écrit ces lignes, précisent bien que le coup d'état avait été réalisé par des sous-officiers, qui ont fait ensuite appel à lui.

Coup de bol, notre confrère « Actuel », décidément bien inspiré publie un interview de « Jerry ». Une phrase résume bien ce reportage : « le pouvoir c'est vous, ne votez pas pour les corrompus » disait cet hiver « J.J. » à Accra.

Commentaire du journaliste qui l'avait rencontré avant le coup d'état : « Après quelques minutes d'entretien, j'ai compris que l'ancien Fight lieutenant n'avait pas changé. Le démon de l'action le ronger toujours. Après un an de pouvoir du P.D.P., la situation du Ghana est toujours critique... Et Jerry Rawlings est là à tourner en rond dans son salon, la tête entre les mains »

Aujourd'hui, il n'a plus la tête entre les mains. C'est le pays entier qu'il a entre les mains. Il doit bien avoir en tête les erreurs de l'expérience précédente, du 4 Juin 79.

On a beaucoup parlé de « sa naïveté ». Mais il faudrait aussi parler de la situation du pays, depuis l'arrivée du docteur Hilla Limann en septembre 79.

Dans le numéro de juillet-août de l'excellente revue : « Bulletin d'information sur l'intervention clandestine », publié à Paris, il était déjà question du Ghana de 79. On y lit ce commentaire : « Depuis lors (79 NDLR), les ennemis de tous ce qu'il y a de progressiste dans les

gouvernements du Tiers Monde, la CIA américaine et le MI 6 britannique ont mené la vie dure à Rawlings et ses amis à travers le MI (service de renseignements militaire) ghanéen ».

En effet, poursuit l'auteur de ces lignes : « les militaires britanniques acceptaient de réorganiser les forces armées ghanéennes, à condition que Rawlings soit mis à la retraite... »

« Bien que son séjour comme chef d'état ait été souillé par l'exécution de huit personnalités, exécutions que Rawlings lui-même a déclaré ne pas avoir pleinement autorisées, ses efforts et ceux de l'AFRC d'extirper la corruption lui valent un important soutien populaire ».

Cette longue citation résume à elle seule ce que fut le personnage et ce qu'il sera.

Même si pour les journaux du Nigéria, rapportés par l'A.F.P., la main de Khaddafi n'est pas loin.

Selon une dépêche, il y aurait plus de cent morts au cours d'affrontements entre forces favorables au gouvernement et les auteurs du coup d'état.

Le problème ainsi posé, il reste maintenant à la population du Ghana de prendre position. La popularité de « Jerry » est suffisamment établie pour considérer que le coup d'état a déjà réussi.

Il reste maintenant à savoir quoi en faire. Lutter contre la corruption n'est pas une fin en soi.

Les Ghanéens l'ont déjà constaté en 79. D'autres peuples du Tiers-Monde aussi.

M.A.

Le second coup de Jerry

Ainsi, le capitaine Jerry Rawlings a repris le pouvoir pour la seconde fois au Ghana. La première fois, c'était en juillet 1979, le pays était frappé par une crise économique et politique sans précédent ; crise économique, touchant surtout le petit peuple manquant de tout alors que s'enrichissait scandaleusement une classe d'affairistes. A cela s'ajoutait l'incurie de l'establishment politique miné par la corruption et le népotisme, affrontements ethniques encouragés par les rivalités des politiciens. Un jeune capitaine d'aviation, Jerry Rawlings, mit fin à tout cela. Une épuration sanglante s'ensuivit. Plusieurs hommes politiques et des militaires de haut grade compromis dans les scandales financiers et les détournements des deniers publics dont trois anciens chefs d'Etat, Akufo Afrifa, Acheampong, furent arrêtés et exécutés.

du cours du cacao dont le Ghana est un des premiers producteurs mondiaux. Malgré les efforts du Dr Limann, le redressement économique n'a pu être opéré et les mauvaises habitudes revinrent dans les bagages des civils : corruption, rivalités entre politiciens, mise à l'écart de certains éléments de l'armée qui avaient participé aux mouvements du 4 juillet 1979. Des affrontements tribaux dans la région de Bimbila (centre-est du pays) avaient fait plus de deux mille morts. Avec le marasme économique, l'Etat ghanéen allait entrer dans une déliquescence totale. Tous ces facteurs ont justifié le retour de celui que ses compatriotes nomment « Jerry ».

Métis de père écossais et de mère Ewe (ethnie du sud du Ghana), ce dernier par son désintéressement, et ses attitudes populistes, jouit d'un très grand prestige auprès de

dans un premier temps il devra s'entourer d'une équipe de spécialistes. Certes, la population a été soulagée d'apprendre la baisse des denrées de base mais les réalités vont reprendre rapidement le dessus ; le Ghana devra bientôt faire face à ses échéances internationales et on ne voit pas encore ce qui pourrait sortir de miraculeux dans cette nouvelle équipée militaire.

Macodou Ndiaye.

L'ombre de N'Krumah

L'opération d'assainissement terminée, les militaires regagnèrent leurs casernes et le capitaine Rawlings, comme il l'avait promis, rendit le pouvoir aux civils ; et un homme connu pour son intégrité morale, Hilla Limann et qui fait figure d'héritier spirituel de Nkrumah, fut élu Président de la République, lors d'élections organisées en septembre 1979.

Mais voilà : la crise économique internationale a eu des retombées spectaculaires sur l'économie ghanéenne, notamment la baisse

la jeunesse des populations urbaines mais surtout au sein de la troupe. Il semble d'ailleurs que le coup d'Etat ait été perpétré par des sous-officiers qui ont ensuite fait appel au capitaine Rawlings. Cette fois-ci les militaires risquent de rester un bon bout de temps, mais on ne voit pas comment la situation économique pourrait être redressée car si le capitaine Rawlings est connu pour son patriotisme en revanche, il est proprement incompétent, pour gérer les affaires du pays, même si

Dernière minute : Internationalisme

Selon le Général Jan Klopper, commandant en chef des forces de sécurité sud-africaines en Namibie, des cubains auraient participé aux combats qui opposaient les troupes angolaises aux sud-africains dans le sud-angolais. Exerçant leur « droit de poursuite » contre les guérilleros de la Swapo qui se battent contre l'occupation illégale de la R.S.A., les troupes sud-africaines se seraient heurtées aux militaires cubains et en auraient tué un. Depuis la fin de la guerre de libération de l'Angola en 1975 où la R.S.A. avait subi une cuisante défaite devant les « compagneros », c'est la première fois que les cubains franchissent leurs zones de « repli » entre Benguela et Nova Lisboa.



Mort du décret Imbert

LIBERALISATION OU LIBÉRATION ?

C'est officiel : le décret Imbert est mort. A sa place un nouveau décret voit le jour, qui libéralise l'accès aux universités françaises pour les étudiants étrangers en France, tout en laissant planer certaines ambiguïtés.

« Les universités françaises recueillent le trop plein du Tiers-Monde » ; « Les étudiants étrangers viennent attraper la vérole politique dans nos universités ». Le temps de ces déclarations - respectivement d'Alice Saunier-Séité et de Raymond Barre - semble définitivement révolu, c'est la première chose à constater devant ce nouveau décret qui abroge celui du 31 décembre 1979 et supprime la Commission Nationale d'Inscription des Etudiants Etrangers. De fait, les services culturels des ambassades ne pourront plus jouer le rôle sélectif qu'ils jouaient jusqu'à présent et devront se contenter de celui d'intermédiaire dans la procédure d'inscription ; D'autre part, l'accession à l'université par l'Examen Spécial d'Entrée à l'Université (pour les non-bacheliers) qui était interdit aux étudiants étrangers, est rétabli.

Mais les critères sélectifs, s'ils sont assouplis de manière conséquente, n'en demeurent pas moins bien présents. Les étudiants étrangers doivent toujours « justifier d'un niveau de compréhension de la langue française... au moyen d'un examen », même si sont dispensés dudit examen, non seulement les titulaires d'un baccalauréat français, international,

Mais les critères sélectifs, s'ils sont assouplis de manière conséquente, n'en demeurent pas moins bien présents. Les étudiants étrangers doivent toujours « justifier d'un niveau de compréhension de la langue française...

ou moyen d'un examen », même si sont dispensés dudit examen, non seulement les titulaires d'un baccalauréat français, international, ou franco-allemand, mais aussi « les ressortissants des Etats où le français est langue officielle et ceux des Etats où les épreuves des diplômes de fin d'études secondaires se déroulent en majeure partie en français », de même que les étudiants non-francophones qui auront appris le français dans le secondaire. A noter que les réfugiés politiques, les apatrides et « les ressortissants étrangers n'ayant pas encore obtenu ce statut » pourront également bénéficier de la dispense, et ce sera alors aux universités concernées de juger par elles-mêmes du niveau de compréhension des candidats.

Autre point important, les candidats étrangers devront choisir deux universités, dans un ordre préférentiel. Au cas où ils se verraient refuser l'entrée aux universités choisies, il leur faudrait, avant le dix juillet, « demander au ministre de l'éducation nationale de les orienter vers un autre établissement », le ministre se procurant un état détaillé des admissions de chaque établissement.

Suppression du décret Imbert, assouplissement des conditions d'entrée, si la libéralisation est indiscutable, la libération, elle, ne l'est pas. Nombreuses dérogations à l'examen de français, mais maintien dudit examen, choix de l'université limité à deux avant intervention du ministre, obligation pour les universités de fournir un état détaillé des admissions au ministère, si l'état ouvre la porte, il garde la main sur la poignée et les étudiants étrangers (dont 80 % viennent de pays en voie de développement) découvrent une liberté qui demeure surveillée.

M.W.

Accord à Renault

REVISION DU STATUT DES O.S.

Après les grèves de septembre et deux mois de négociations, on est finalement parvenu, à la Régie Renault, à un premier accord sur le statut des O.S. (l'une des principales revendications des grévistes) qui entrera en application dès le mois prochain, tandis que se poursuivent les négociations sur le temps de travail. Qualifié de victoire importante par les syndicats, l'appréciation mérite pas mal de nuances.

Important, cet accord l'est sans aucun doute puisqu'il peut être considéré comme l'aboutissement de plusieurs années de luttes qui débouchent sur une remise en cause du statut d'O.S... Pour la première fois, on parle de la polyvalence des ouvriers spécialisés et de leur expérience. Premier coup porté au travail à la chaîne, considéré jusqu'à présent comme le fondement indispensable de toute société industrialisée.

Reste que parler d'une évolution de carrière lorsqu'on aborde le problème des O.S. relève de l'humour noir, et que tous les termes de l'accord (signé par l'ensemble des syndicats) sont loin d'être clairs. Va en effet se généraliser, afin de juger de l'expérience des postulants à l'échelon supérieur, un

mesure touche l'ensemble de la régie et non pas les seuls O.S. ! que par une prétendue « évolution de carrière » qui va donner aux syndicats (et bien sûr à la direction) une possibilité de contrôle ambiguë.

Le gouvernement semble avoir d'autre part contraint la direction de la régie à abandonner la carte jouée par elle jusqu'à présent, à savoir le blocage de la situation dans une entreprise nationalisée, et à contribuer à la mise en place de « la nouvelle politique sociale ». C'est du moins ce que laissent supposer les négociations en cours, portant sur les réductions du temps de travail. Réductions qui, selon Max Richard (directeur central du personnel et des relations sociales) devrait conduire Renault à em-

direction de Renault, qui ne désarmer pas, prétendant ne pas pouvoir octroyer, ainsi qu'il est prévu, les 35 heures en 83) puisqu'il a contraint la régie à des négociations sur la base gouvernementale.

Quant à la carrière des O.S, elle reste de sable, pourrait-on dire, puisqu'en dehors de la timide notion de polyvalence, le travail à la chaîne reste ce qu'il est.

M.W.

Renault : les termes de l'accord

L'accord conclu porte essentiellement sur le statut des agents de production (ex-O.S.). Sur les cinquante mille A.P. de la régie, trente-deux mille bénéficieront d'une mesure transitoire dès le premier février et passeront ainsi à « l'échelon supérieur ».

Il est reconnu pour les O.S: LA possibilité d'une évolution basée sur cinq années d'ancienneté, une polyvalence professionnelle acquise par l'expérience ou la formation. L'ensemble sera contrôlé grâce à un dossier qui sera soumis au chef d'équipe et aux syndicats.

D'autre part, la direction accorde la cinquième semaine de congés payés sans conditions, à toute la régie et une prime de deux cent francs aux A.P.

L'accord en cours de négociation porte sur le temps de travail. La direction propose une demi-heure de réduction à partir du 14 février, compensée à 100 %, suivie d'une seconde, le 1er juin, compensée, elle à 70 %, ceci pour les travailleurs effectuant 39h10 à la semaine. Les O.S. effectuant un horaire normal, la réduction serait de 1h30, en deux temps et compensée de la même façon. A noter que les syndicats restent très réservés sur ce dernier point.



TRAVAIL A LA CHAÎNE
TRAVAIL A LA PEINE...

© ROUS 1982

« suivi individuel de l'itinéraire professionnel ». En termes clairs un dossier, qui sera soumis au personnel d'encadrement et aux syndicats.

Aussi lorsqu'on parle de victoire faudrait-il se mettre d'accord et dissocier une bonne fois la victoire des O.S. de celle des syndicats, qui ne coïncide pas nécessairement. La lutte des O.S., en l'occurrence, se solde beaucoup plus par l'attribution de la prime de deux cent francs et par la cinquième semaine de congés payés (encore que cette

baucher. Monsieur Richard a également déclaré et ce n'est pas le moins important, qu'il ferait son possible pour « rester assez proche » de la politique économique suivie par le gouvernement, qui prévoit des réajustements de salaires périodiques anticipant sur les hausses des prix.

Victoire au moins partielle donc pour les syndicats qui vont accroître leur pouvoir au sein de l'entreprise, pour le gouvernement qui gagne une bataille importante (à défaut de gagner la guerre, la

Nous avons publié la semaine dernière, le point de vue de la CFDT sur la régularisation. Cette semaine, Pierre Gery de la Cimade estime que « l'arbre ne doit pas cacher la forêt » et qu'il faut prendre les problèmes à bras le corps, tous les problèmes qui se posent à l'immigration...



L'opération « régularisation des clandestins »

UN ARBRE QUI NE DOIT PAS MASQUER LA FORET

Le gouvernement a décidé de prolonger jusqu'au 15 janvier la date limite de dépôt des dossiers en vue de la régularisation des travailleurs clandestins. Il a répondu en ce sens aux vœux exprimés par nombre d'associations et de syndicats : la CGT, récemment avait demandé une prolongation jusqu'au 31 janvier.

Depuis la fin du mois d'août 1981, nos associations se sont considérablement investies dans cette opération. Une fois de plus, nous avons pu mesurer la lourdeur de la machine administrative et aussi ses carences. Nous avons pu mesurer selon les départements, la capacité d'adaptation des fonctionnaires ou leur entêtement à ignorer les directives en provenance des Ministères. Nous avons dû, mais nous y étions préparés, faire face aux nombreuses « bavures », intervenir à temps et à contre temps pour que les textes réglementaires soient respectés. Nous avons constaté que malgré l'effort du Secrétariat d'Etat chargé des immigrés, l'information ne descendait pas de façon systématique jusqu'aux fonctionnaires de base chargés du traitement des dossiers.

Le 15 janvier, il ne sera plus possible de déposer de nouveaux dossiers. Mais l'opération n'en sera pas pour autant terminée. Il faudra encore plusieurs mois pour assurer le traitement des dossiers déposés.



Ces mois seront longs. Longs pour les intéressés dont le dossier est incomplet, et ils sont nombreux. Longs pour les militants des associations de solidarité qui se sont investis dans le soutien de ces travailleurs. Longs mois d'anxiété dans l'attente des décisions des commissions départementales qui, lorsqu'elles seront négatives verront s'écrouler l'espoir né après le 10 mai. C'est bien pour éviter cela que la CIMADE, le 11 décembre 1981 a écrit au Premier Ministre pour lui demander de

Nous ne pouvons en effet oublier les quatre millions de résidents réguliers. Or, il faut bien le dire, ces derniers mois, le problème des clandestins a pratiquement occulté les autres problèmes. Certes, nous applaudissons des deux mains à cette initiative de régularisation : il était temps de crever l'abcès. Mais nous ne sommes pas des naïfs : nous savons très bien qu'il n'est dans le pouvoir d'aucun gouvernement d'apporter une solution définitive à la clandestinité. La Hollande en a fait l'expérience, elle

Il était temps de crever l'abcès

régulariser tous ceux qui auront déposé un dossier.

Pourquoi ? Parce que nous estimons que tous ceux qui sont sortis de la clandestinité en déposant un dossier ont, de ce fait, manifesté leur désir de vivre et de travailler en France dans la légalité.

Qu'ils ont d'autre part posé un acte de courage et de confiance dans le gouvernement. Parce que nous estimons également, que la régularisation de tous ceux qui auront déposé un dossier est le seul moyen d'éviter l'arbitraire et les injustices qui inévitablement apparaîtront lors des décisions prises par les commissions départementales.

En adoptant cette position, nous refusons, d'une part une position « maximaliste » qui consiste à revendiquer une régularisation « sans conditions » ; d'autre part, une position « restrictive » qui limiterait l'opération de régularisation au point de lui ôter toute sa signification.

La régularisation de tous ceux qui le 15 janvier 1982 auront déposé un dossier nous semble être une nécessité pour aborder de façon sereine et efficace le traitement de l'important dossier Immigration.

qui il y a quelques années avait lancé une opération analogue à celle que nous vivons en France. Aujourd'hui, ce pays se retrouve avec pratiquement le même nombre de clandestins ! Alors, disons-le clairement, il est temps que l'arbre ne cache plus la forêt, il est temps et urgent de s'attaquer aux problèmes de fond :

- Les jeunes, les problèmes de la scolarisation et de la formation ;
- Le logement et la politique familiale ;
- La culture ;
- Les relations Nord-Sud.

C'est sur ces points que doit porter notre effort et que notre lutte doit s'intensifier. Et c'est dans ce contexte qu'il nous faut resituer l'opération de régularisation. Il est temps de donner un contenu concret à des mots d'ordre comme « égalité des droits », « solidarité internationale ». Ces mots d'ordre parce que trop généraux, finissent par perdre toute signification. Qu'ils aient ornés nos manifestations à l'époque de Giscard, cela se comprenait puisque nous avions à faire à un régime dont on ne pouvait rien attendre. On ne pouvait que crier notre colère !

Si donc aujourd'hui nous pensions que les choses peuvent changer, il

est clair qu'il nous faut nous donner les moyens d'adapter notre stratégie à une situation nouvelle. Il n'est plus suffisant de concevoir la lutte sous la seule forme de « manifestations » dans la rue ou d'organisations de meetings qui généralement ne regroupent que les « convaincus ».

Peut-être serait-il bon de reprendre le slogan soixante-huitard :

« L'imagination au pouvoir ». Plus que jamais nous avons besoin d'être imaginatifs si nous voulons mobiliser le plus grand nombre de travailleurs et sortir du ghetto de l'élite militante. Pour se faire, il est nécessaire que des initiatives, nombreuses, décentralisées, prennent corps.

Il est nécessaire d'utiliser tous les moyens mis à notre portée :

- D'exploiter au maximum les possibilités données par la nouvelle loi sur les associations ;
- Exploiter les moyens audiovisuels et soutenir les expériences de Radio-Libre. Exiger une prise en compte des problèmes de l'immigration par les télévisions françaises et les radios nationales ;
- Développer et soutenir la presse d'information des travailleurs immigrés : *Sans-Frontière - Immigrations* à Lyon, et d'autres qui pourraient naître ;
- Exiger la création de centre inter-culturels dans les régions à forte population étrangère ;
- Développer les campagnes d'information sur l'immigration et le Tiers-Monde et intensifier les campagnes de lutte contre le racisme.

Plus que jamais, il nous semble nécessaire de bien « centrer » nos revendications pour viser juste. Si le but que nous poursuivons est bien de tendre à l'égalité des droits, de sortir la population étrangère de la précarité, alors disons-nous que le temps nous est peut-être compté et que demain nous pourrions regretter de ne pas avoir fait ce qui était nécessaire en temps opportun.

Pierre Gery
Coordinateur de l'Unité Immigration CIMADE.

squatt dans le 18^e

Un mouvement raisonnable

Depuis bientôt deux semaines, trois anciens hôtels de passe, rue Charbonnière, à la Goutte d'Or, sont squattés par une cinquantaine de militants turcs.

Jeudi 31 décembre, rassemblement - information au Nancy's Hôtel. On me prévient à l'entrée : « Il n'y a plus de places ». Effectivement, les pièces sont bourrées, et je me faufile tant bien que mal à travers les fantômes de boudoirs, les cadavres de baignoires, les escaliers branlants.

Le Nancy's hôtel, comme les autres maisons de passe du coin, a été évacué il y a trois ans, et promis à la destruction dans le cadre de la « rénovation » du quartier. A leur place, l'OPHLM a mis sur pieds un projet d'immeubles réservés en priorité... aux immigrés.

Le logement constitue justement l'une des principales revendications des squatters : « Nous luttons contre la politique raciste des logements. Les propriétaires qui refusent de nous loger dès qu'ils apprennent notre nationalité, tout ça doit changer ».

Si la morte saison est à l'origine de l'action (la majorité des turcs travaillant dans la confection se trouvent licenciés à partir de novembre et généralement démunis de toutes ressources s'avèrent incapable de payer un loyer), la présence de groupes aussi divers que l'ASTT, le FRONT et Action Directe suffit à indiquer la diversité des revendications qui vont de la lutte contre le racisme, au combat pour le renversement de la dictature.

A dix-huit heures trente, nous sortons, petit groupe compact d'une centaine de personnes, attendant sous la pluie l'apparition aux fenêtres des responsables, face aux banderoles répandues sur la façade du bâtiment : « Vive l'occupation raisonnable ! » « Vive le chaos organisé ! »

Les interventions vont se succéder sous les cris plus ou moins enthousiastes des militants trempés et devant la télévision qui s'installe à grands renforts de projecteurs. Le discours du FRONT, qui demandera la libération des prisonniers politiques turcs et la solidarité internationale face à la dictature militaire recueillera le maximum d'applaudissement.

(« Ils sont bien ces turcs, philosophe un spectateur français mais ils sont trop « politiques »). L'ASTT reprendra les mêmes propositions, y ajoutant une attaque en règle contre la politique du logement suivie jusqu'à présent.

Enfin, Action Directe fera une brève apparition, sacrifiant au folklore terroriste - cagoules, masque, etc... - pour rappeler que l'avenir est « au chaos organisé et à l'action directement issue de la base ».

Le squatt de la rue Charbonnière serait pourtant une preuve du contraire, puisqu'on n'y voit guère que des militants sérieusement encadrés, pour ne pas dire plus et bien décidés à ne pas franchir les limites du « raisonnable ».

Le mouvement organisé par le FRONT et l'ASTT ne semble pas encore s'être trouvé une identité politique précise face au problème de l'immigration. A mi-chemin entre le statut d'immigré et celui d'exilé politique, le problème à résoudre, pour ne pas se couper du reste de l'immigration, n'est certes pas simple.

Marc Weitzmann.

victime

La gueguerre des taxis à Marseille

VOTRE VOYAGE
M'INTERESSE

Les chauffeurs de taxi marseillais ont passé un bon Noël. En plus des réjouissances habituelles, ils ont obtenu, après des incidents qui ont failli tourner au drame, la promesse d'une répression systématique des chauffeurs maghrébins de taxis clandestins.

C'est le jeudi 24 décembre vers midi, que l'affaire des taxis clandestins éclate sur le parking de la place Jules Guesde, situé à la périphérie de ce que l'on appelle communément « le quartier arabe », ou « la porte d'Aix », et que certains policiers nomment, semble-t-il « la cage ».

Une cage où résident bien évidemment « des fauves », en l'occurrence les immigrés arabes. La population immigrée du quartier dépasse d'un bon millier la population française : 1.485 familles françaises (3.300 personnes) y résident à côté de 500 familles étrangères (1.700 personnes) et 2.500 « célibataires » en majorité maghrébins.

Mais si la porte d'Aix est pour les marseillais, le quartier des autres, c'est aussi et peut-être surtout à cause de ses fonctions de lieu de regroupement et de transit pour l'immigration.

Il y a encore peu de temps, le quartier était un véritable point de rencontre et de commerce pour les immigrés de Marseille mais aussi de la région.

En fin de semaine, on venait à ce « Barbès Marseillais », souvent de loin, pour se rencontrer et faire des achats. Le quartier se transformait l'espace d'un week-end en un

énorme marché, un souk, ou une kasbah, disait le Méridional.

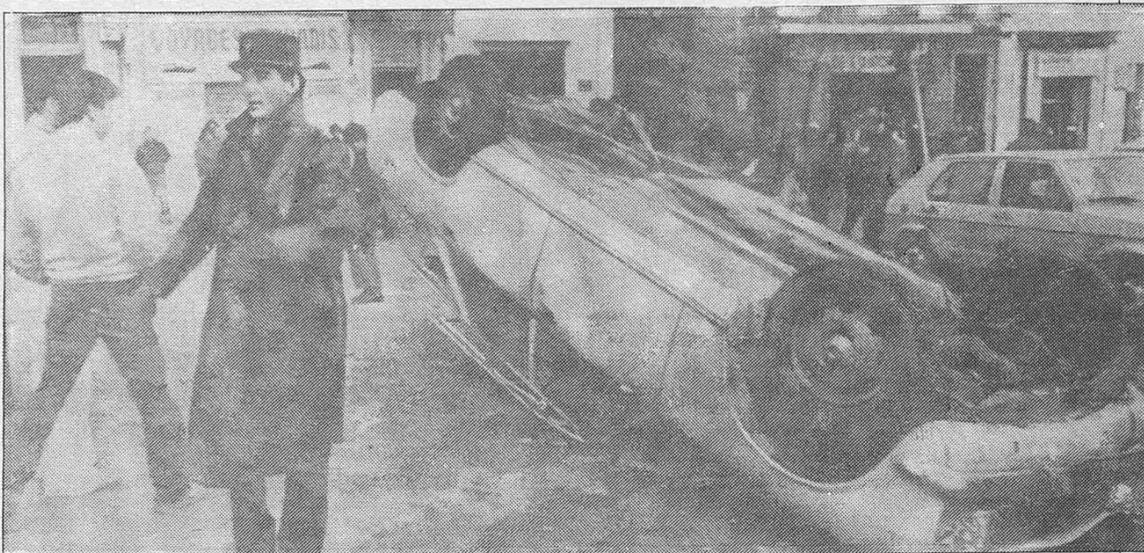
Aujourd'hui, la rénovation aidant, ce n'est plus le cas. La Butte des Carmes est entièrement rasée et la rue des Chapeliers se meurt. Des maisons et des magasins sont condamnés, et l'on parle officieusement du transfert prochain de 200 familles immigrées vers la ville de Berre.

Un lieu de vie que l'on pouvait aménager mais non condamner ainsi, disparaît. Certains officiels utilisent pour qualifier cette mise à mort une jolie formule : on a crevé l'abcès.

Cela n'empêche pas la deuxième fonction du quartier de prospérer. Situé à mi-chemin du port de Marseille et de la gare Saint-Charles, la porte d'Aix est tout naturellement un lieu de transit pour des dizaines de milliers d'immigrés qui partent ou reviennent du pays. A ce flux, s'ajoute celui des touristes venant essentiellement d'Algérie.

En 1981, plus d'un million de touristes en provenance de ce pays ont été dénombrés, dont un fort pourcentage débarqué à l'aéroport de Marseille-Marignane situé à 20 kilomètres, et passe donc obligatoirement par la porte d'Aix.

Cela fait au total des milliers de personnes à transporter entre



Le taxi clandestin renversé lors des incidents du 24 décembre.

l'aéroport et la ville, un énorme marché que se disputent les cars, les taxis « en règle » et les taxis clandestins. La ligne régulière des cars dessert l'aéroport à raison d'un voyage toutes les vingt minutes, et pour 23 francs la place. Les taxis, quant à eux, ont quatre stations dans le quartier (dont une est située à côté du parking de la place Jules Guesde), à partir desquelles ils interceptent, souvent avec insistance, pour ne pas dire plus, les immigrés qui se dirigent vers la

du parking, qu'ils accusent d'être le lieu de rencontre entre les taxis clandestins et leurs clients. La présence d'un grand nombre de policiers et de responsables de la mairie et de la préfecture permettra d'éviter le pire ; une délégation de chauffeurs de taxis est reçue par Gaston Defferre, Maire de la ville et Ministre de l'Intérieur qui leur promet des mesures énergiques contre cette « concurrence déloyale ».

Le lendemain, et alors que des contrôles de police ont lieu autour

« Roger » semble atterré par la mesure de fermeture, et ne sait pas comment l'affronter, « Pour moi, la politique, c'est fini », m'explique-t-il en me racontant ses souvenirs de militant mersaliste. En 53, après l'exil du Roi du Maroc, on m'a arrêté parce que j'avais la photo du prince héritier marocain dans ma voiture. On m'a laissé en pleine nature, le cul en l'air ; depuis l'indépendance, j'ai arrêté la politique. Je ne sais pas comment faire ».

Mais Roger n'est pas seul. Dès le lundi 28 décembre, les commerçants maghrébins du quartier se réunissent et sont reçus, à leur demande, par le Délégué Régional de l'Amicale des Algériens en Europe.

« Nous avons alerté les responsables politiques et syndicaux de la ville, m'explique un des responsables de l'Amicale, nous déplorons que ce sont des chauffeurs de taxis qui soient intervenus à la place des pouvoirs publics. La fermeture des deux bars est une mesure très sévère, dont nous demandons la levée ».

Bien que prudents, les commerçants sont pour leur part plus fermes et comptent continuer leur pression. « On ne demande ni faveur ni cadeau de Noël, dit l'un de ces commerçants, un restaurateur, mais que la loi s'applique à tous, de la même manière. Il y a un trafic, des taxis clandestins et personne n'est d'accord avec ça, mais les deux bars fermés n'ont rien à voir là-dedans ; s'ils sont responsables, qu'on le prouve. Les autorités ont cédé à la pression des chauffeurs, qui menaçaient de casser les deux cafés. La préfecture doit prendre ses responsabilités : s'attaquer aux auteurs des actes illicites, et pas à des innocents ».

Effectivement, il semble bien que les mesures prises l'aient été, plus que hâtivement, et surtout pour calmer les chauffeurs. « On s'est attaqué aux faibles en croyant qu'ils n'allaient pas réagir, me dit le restaurateur ; on n'a pas de syndicat, mais on va se défendre. La préfecture aurait dû, avant de fermer les bars, au moins leur envoyer un avertissement ».

Une semaine après la bagarre, la situation semble calme à Marseille, mais le problème n'est pas pour

Beaubourg :
Les nettoyeurs
en grève

Les 58 salariés de la société de nettoyage « La Prévoyante » sont en grève illimitée depuis ce mercredi 6 janvier à 6 heures du matin. En majorité immigrés, ils travaillent au centre Georges Pompidou ; syndiqués à la C.G.T. et à F.O., ils revendiquent une augmentation de salaires et protestent contre la discrimination

-Alors qu'ils effectuent tous le même travail de nettoyage, les salariés sont payés selon 4 échelons tous arbitraires, « à la gueule du client » ; ils demandent par ailleurs à travailler en équipe, car depuis certains ont des horaires contraignants : de 6 heures à 10 heures

du matin, et de 10 heures à 22 heures. Lors des précédentes grèves de mars et juin 1981, le patron, Mme Bain, avait, avec sa famille, tenté de casser le mouvement en travaillant la nuit, depuis elle avait promis au comité d'entreprise et aux délégués une augmentation de salaires et le changement d'échelon pour des travailleurs en fonction de leur ancienneté. Aucune de ces promesses n'a été tenue, et les salaires de décembre n'étaient pas encore versés lors du déclenchement de la grève, qui pose de nouveau le problème de la sous-traitance privée dans les établissements publics.



PRÉFECTURE
DES BOUCHES-DU-RHÔNE

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Marseille le 25 DEC 1981

Direction de
La Réglementation
1^{er} Bureau
Dossier suivi par :

ARRÊTÉ

LE PRÉFET DÉLÉGUÉ POUR LA POLICE

VU l'article L.62 du Code des débits de boissons et des mesures contre l'alcoolisme ;

VU le rapport du Directeur Départemental des Polices Urbaines des Bouches-du-Rhône, relatif à l'établissement "L'AUTOROUTE" sis à MARSEILLE (2^{ème}) - 10 Rue Bernard Dubois ;

CONSIDÉRANT qu'une rixe a opposé les chauffeurs de taxis réguliers à des chauffeurs de taxis clandestins le 24/12/81 Place Jules Guesde à Marseille 2^{ème} et que cet établissement est un lieu de rencontre entre clients potentiels et chauffeurs de taxis clandestins, ce qui est cause d'un trouble permanent à l'ordre public ;

ARRÊTÉ :

ARTICLE 1^{er} - La fermeture de l'établissement dénommé "L'AUTOROUTE" sis à MARSEILLE (2^{ème}) - 10 Rue Bernard Dubois est prononcée pour une durée de 2 mois.

ARTICLE 2 - Le Maire de Marseille, le Directeur Départemental des Polices Urbaines des Bouches du Rhône, Commissaire Central à Marseille, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui prendra effet à compter de sa notification.

FAIT A MARSEILLE, le 25 DEC 1981

Le Préfet Délégué Pour la Police

Bernard PATAULT

le Procureur de la r...

A Comptes
du 26/12/81.

station des cars. Pour le même prix, ils proposent leurs services.

Enfin un système parallèle de taxis clandestins s'est progressivement créé dans le quartier, et opère principalement à partir du même parking, où ont éclaté les incidents du 24 décembre dernier.

Ce jour là, deux chauffeurs de taxis marseillais qui stationnaient près du parking, tentent vers midi de bloquer le départ d'un taxi clandestin. Une bagarre s'en suit, et les deux chauffeurs marseillais, Victor Vella et Roland Titima, se retrouvent à l'hôpital ; souffrant de divers traumatismes, l'un d'entre eux va y rester jusqu'au samedi 26 décembre. Deux heures plus tard, près de deux cent taxis investissent la place et bloquent toutes les issues. Ils s'en prennent à un taxi clandestin qu'ils renversent, et menacent deux bars situés en face

de la Porte d'Aix, deux présumés chauffeurs de taxis clandestins sont arrêtés et les deux bars, menacés la veille, sont fermés par arrêté préfectoral, pour une période de deux mois, au terme d'une enquête plus que hâtive de la direction de la police urbaine, et plus vraisemblablement, à partir des seules affirmations des chauffeurs de taxi.

« C'est une balle perdue que j'ai reçu, me dit « Roger », le propriétaire de l'un des deux bars, fermés, « le Carrefour de l'Europe ».

Marié à une française et père de neuf enfants, « Roger » est Kabyle. Arrivé en France en 1939, il a travaillé comme mineur à Gardanne. En 75, il a pu, grâce à ses économies, acheter ce bar qui, à l'entendre, ne marche pas tellement puisqu'il va le vendre bientôt.

TAXI...

autant résolu. Le Provençal et le Méridional publient chaque jour des messages de soutien aux chauffeurs de taxis, alors que la Marseillaise, quotidien communiste, se fait discret.

Les chauffeurs de taxis se disent « vigilants ». Rencontré, près de la gare, place Bernard Du Bois, à l'afut d'éventuels clients, l'un des responsables de l'intersyndicale des taxis me résume l'affaire : « Nous avons fait une enquête et dressé une liste des clandestins à partir des plaques minéralogiques. Cette liste est chez la police, avec les dates, le nombre des voyages, etc... nous on défend notre gagne pain, mais aussi la sécurité des voyageurs. Ces gens-là sont dangereux, ils volent leur propre race, font du change à 300 %. Il y en a un, qui, il y a trois mois à violé une algérienne... C'était sur le Méridional... »

Les Marocains ne montent jamais avec les clandestins, qui sont tous algériens... La solution ? Supprimer le parking sur la place, arrêter les clandestins, leur confisquer le véhicule et les expulser chez eux. En attendant, nous on leur fait la chasse ».

Pas si simple ; comme l'explique justement un de ces clandestins que j'ai pu voir dans un bar du quartier. La trentaine, Ali fait ce métier depuis longtemps : « Il y a plusieurs sortes de clandestins, celui qui fait un voyage ou deux, comme ça, à l'occasion ; celui-là, il court derrière personne. Il y a le Vieux, qui travaille la semaine, et au lieu de se faire chier le week-end dans son foyer, il fait le taxi. Il y a aussi « le copain », qui vit à Martignes, Berre ou Fos. Au lieu de venir à Marseille tout seul, il recrute ses clients au foyer ou à l'arrêt du car. Il passe la journée et reprend ses clients le soir. Ces deux catégories, ce sont les immigrés qui envoient le mandat chaque mois. C'est à cause d'eux qu'on est 150 le week-end, et 70 ou 80 clandestins en semaine. Enfin, il y a celui qui en fait presque un métier... avec des bricoles à côté. Il est vendeur de voitures, ou mécanicien pour les amis ».

Ali, qui est un « pro », peste un peu contre ces « clandestins du week-end ». « Avant, on était quatre ou cinq, maintenant, il y en a trop ». Et m'explique que le problème ne va pas être résolu facilement : « On se fait 700 à 800 francs par jour, mille francs l'été. Et ça va continuer car c'est moins cher que le car ou le taxi régulier, et puis on est entre amis, on discute dans le taxi clandestin. Dans un car, tout le monde te regarde de travers, et dans un taxi français dès que tu bouges, le chauffeur t'engueule. Remarque, il y a des clandestins qui exagèrent. Lorsque le client a beaucoup de bagages, c'est le coup de barre, « à cause des amortisseurs, mon frère ! ».

Ne vous étonnez donc pas si vous entendez parler à nouveau de cette affaire. En attendant, deux bars sont fermés en vertu de l'article L62, du 7 janvier 59. Un article introduit dans le code des débits de boisson, en pleine guerre d'Algérie, pour, me rappelle un ami juriste, « contrôler les bars algériens où recrutait le FLN, et qui a été utilisé par Papon, préfet de police de Paris, pour installer le couvre-feu en Octobre 61 ».

Depuis, cet article a été souvent sollicité, à tort, cette fois-ci, me semble-t-il.

Kamal Belarbi

Dossiers de l'écran : la police et les citoyens

LE DEBAT INACHEVE

23h12 : enfin on allait commencer à aborder de vrais problèmes, le racisme, les « bavures ». Le fameux débat que nous avait promis les Dossiers de l'Écran sur la police française et les citoyens entrain dans le vif du sujet... pour en ressortir aussi vite.

Les bavures ont eu droit à deux minutes, le racisme est passé à la trappe à la suite de la très courte intervention de Farid Aïchoune. Tout cela après une heure pendant laquelle les six policiers présents nous ont exposé leur cahiers de revendications et de réclamations.

Curieux cette différence de traitement dans le temps qui a plus illustré le malaise à la télé et particulièrement la mauvaise manière de noyer le poisson dont on use aux Dossiers de l'Écran plutôt que le fameux malaise de la police qui n'a pas montré le bout de son nez pendant l'émission.

Dès le début, on était mal parti. Du débat officiellement annoncé des rapports entre la police et la société, on a rapidement plongé dans un autre sujet touchant les rapports des policiers avec le gouvernement. D'ailleurs pourquoi parler de quelque chose qui n'existe plus, le sondage de la SOFRES annonçant fièrement que 71 % des français étaient contents de leur police. A partir de ce

moment, les policiers n'avaient plus qu'à, faire état de leurs petites misères, de l'absence d'effectifs, de matériel. Mais tout le monde étant beau et gentil, on nous clamait que depuis le 10 mai, tous ces petits problèmes étaient en voie d'être réglés.

Facile, trop facile cette manière de dévier, de ne pas poser les vrais



Neg Mawon

« De l'hospitalisation d'Abou-Saleh »... à « l'affaire Abou-Saleh »

L'HOMME MYSTERIEUX ?

Abou-Saleh un dirigeant de l'O.L.P. était venu se soigner à l'hôpital de la Tronche (Grenoble) pour une maladie pulmonaire, il a été opéré avec succès. Seulement comme c'est un dirigeant Palestinien ceci alimente les bruits que le Dauphiné Libéré va amplifier. Ce journal consacrera d'ailleurs plusieurs articles à « l'homme mystérieux ».

Plus tard Abou-Saleh tiendra une conférence de presse remerciant les Autorités Françaises pour la Sécurité dont il a bénéficié et l'administration de l'hôpital, et le personnel médical pour les soins qui lui ont été prodigués.

Il soulignera que la France peut jouer un rôle, en égard à toutes ses traditions, dans la recherche d'une solution juste au Moyen-Orient. Que celle-ci passe par la reconnaissance des droits du Peuple Palestinien. Il mettra en évidence que les Etats-Unis et Israël ne veulent pas la paix, et que les accords du Camp-David ne sont pas la paix...

Mais à cette conférence certains journalistes étaient venus plus pour rechercher le sensationnel, connaître l'identité de cet « homme mystérieux », s'il va rester ou non.

Le comble sera atteint quand le journaliste du Dauphiné Libéré demandera à Ibrahim Souss représentant de l'OLP à Paris par

questions et de s'égarer certes sur des sujets importants mais relativement secondaires par rapport au débat initialement annoncé. Facile car il y avait moyen de faire autre chose. Par exemple le sondage n'a pas été suffisamment expliqué. On a confondu, mélangé dans les questions et les chiffres, la police des campagnes des petites et moyennes villes et celle des métropoles.

Alors qu'il est évident que la police du métro parisien, celle qui encadre Barbès à une attitude et est perçue différemment que la police officiant en Corrèze ou dans le massif central. Si bien que Maffrè commentant le sondage n'a pu cacher ce problème et, bien que rapidement a dû avouer que des 25 % nationaux dénonçant le racisme, on passait à 40 % dans les grandes villes. Mais de cela, il n'en fut pas question lors du débat.

Tout n'est pas à rejeter dans ce qui a été dit comme la dénonciation de l'utilisation répressive de la police par l'ancien régime. Il en va de même pour le début de réponse de ce même policier à Farid. Mais ce fut des hirondelles qui n'annoncèrent le printemps car... le journal télévisé « Polonais » attendait.

Le débat n'a pas eu lieu. Il reste à faire. Et à faire vite si Antenne 2 veut prouver qu'elle ne tend pas nous faire prendre des vessies pour des lanternes.

Mohamed N.

à l'occupation par un « groupuscule », des studios de FR3, qui voulait protester contre cette hospitalisation.

DL du même jour c'est à dire du 1er janvier 1982).

Alors qu'Abou-Saleh n'a pas été aussi explicite comme on laisse croire. Si cela était le cas on ne comprendrait pas qu'il ait remercié les forces de police. Pourquoi n'a-t-on pas supposé qu'il faisait allusion

Haroun



**Un petit
blanc
bien sec**

Centrafrique : Patasse dénonce

Douze responsables du mouvement de Libération du peuple Centrafricain (MPLC) de M. Ange Patasse ont été arrêtés dimanche dernier sur ordre du chef de l'Etat, le général Koligba. C'est M. Ange Patasse lui-même qui l'affirme dans un communiqué publié à Paris. Parmi les personnes arrêtées se trouvent MM. Mazette et Dobanga membres du bureau du MPLC.

Algérie : Maintien de la peine de mort

Le nouveau code pénal en discussion à l'Assemblée Nationale Algérienne a été adopté lundi dernier. La peine capitale a été maintenue.

Le député Belayat, qui s'est fait le champion de l'abolition de la peine de mort ne s'est pas avoué vaincu dans la mesure où son amendement tendant à l'abolition de la peine capitale dans le nouveau code pénal n'a pas été « rejeté » par l'Assemblée Nationale mais seulement « différé ».

Pour sa part le président de l'Assemblée, M. Rabah Bitat n'a pas caché de son côté qu'il s'agit d'un « problème réel » sur lequel les positions peuvent évoluer. « Tôt ou tard » a-t-il dit « viendra le jour où l'on prendra position ».

Pour le Ministre de la Justice, M. Baki, l'abolition de la peine capitale entraînerait la révision du Code Pénal et qu'elle se heurterait à la nécessité de réprimer certains crimes graves tel que l'espionnage ou la collaboration avec l'ennemi en période de guerre.

Caraïbes : L'amour, la haine

Décidés à contrer la « subversion communiste » en Amérique Centrale, les Etats-Unis ont décidé de renforcer leur présence militaire dans la Caraïbe pour démontrer l'intérêt qu'ils portent à la région. Ces derniers temps d'importantes manoeuvres navales s'y sont déroulées et le Pentagone n'exclut pas de créer une force navale permanente dans cette région.

Guadeloupe : Unité avant tout

Le 13 décembre dernier s'est créée en Guadeloupe, un « Mouvement pour l'unification des forces de libération nationale ». Ce mouvement se veut le rassembleur des forces patriotiques guadeloupéennes et s'affirme « déterminé à mobiliser dans l'action l'ensemble du peuple pour éliminer la domination coloniale française en Guadeloupe et conquérir l'indépendance ».

Ont signé les organisations suivantes : l'UGTG, l'UPG, le SGEF, le SIPAG, l'AGEG, l'UNEEG, les CLPG et l'UPLG.

Le Zimbabwe, deux ans après.

REUSSITE OU MIRACLE ?

Deux ans après la fin de la guerre civile, le Zimbabwe a surmonté ses crises pour commencer l'année comme il l'avait fait en 1981 : Dans la paix. A l'instar des dirigeants, la presse nationale estime que pour 1981 - « L'année de la consolidation » à laquelle succède en 82 la « première année de la transformation » vers le socialisme -, l'actif l'emporte nettement sur le passif.

Ces réussites sont l'intégration des anciennes forces militaires rivales, la poursuite de la réconciliation raciale, la solution du problème des réfugiés et le maintien d'une croissance économique élevée.

Un « miracle » : c'est ainsi que le journal « Sunday Mail » qualifie la sécurité régnant dans le pays, un « miracle » qu'il porte au crédit du gouvernement du premier ministre M. Robert Mugabe. Alors qu'il n'y a pas si longtemps, « la mort rôdait au coin de presque tous les buissons (...) Les Zimbabweens de toute race peuvent maintenant aller et venir partout sans crainte de se voir maltraiter par quiconque », ajoute le journal.

Les incidents et les menaces graves pour l'unité du pays n'ont pourtant pas manqué l'an dernier. Ainsi en février, des accrochages entre anciens guerilleros de la ZIPRA, l'armée de la ZAPU (Parti Minoritaire au Parlement et au Gouvernement) et de la ZANLA, forces de la ZANU (le Parti dominant de M. Mugabe) ont fait plusieurs centaines de morts.

Mais la fermeté du premier ministre et l'intervention de son frère ennemi, M. Joshua Nkomo, le chef de la ZAPU, mettent fin à ce conflit gros de rivalités ethniques autant que politiques. Depuis, l'intégration de la ZIPRA, de la ZANLA et des ex-forces Rhodésiennes au sein de la nouvelle armée nationale a sans doute constitué la réussite majeure du gouvernement, estiment les observateurs.

Cependant, cette armée dirigée par un blanc, le général Alexander Mclean, et qui a vu l'arrivée d'instructeurs Nord Coréens, est menacée de purge par M. Mugabe qui vise les « agents » de l'Afrique du Sud.

Une autre séquelle de la guerre a été effacée : selon les représentants du haut commissariat pour les réfugiés (UNHCR), à Salisbury, les quelques 800.000 réfugiés et personnes déplacés ont été tous réinstallés dans leurs habitats d'origine.

La politique de réconciliation entre noirs et blancs a été poursuivie, mais non sans accrocs. Les blancs ont quitté le Zimbabwe à raison de plus d'un millier chaque mois. Le départ de ce personnel qualifié



cause un préjudice sensible à l'économie. Mais on n'a pas assisté à un exode massif de la minorité blanche (moins de 200.000 personnes contre plus de sept millions d'Africains) bien qu'elle paraisse accepter avec réticence l'accès des noirs à la majorité politique, depuis avril 1980.

Il est vrai que les blancs qui continuent à jouir d'un des niveaux de vie les plus élevés du monde ne peuvent sortir du pays leurs biens ni leur argent.

On a vu généralement un signe de la volonté de réconciliation dans le limogeage par M. Mugabe de deux ministres « radicaux », dont M. Edgar Tekere, qui, avant d'être acquitté, avait été accusé de meurtre d'un fermier blanc en 1980.

Mais, en fin d'année, M. Mugabe a durci le ton, menaçant de ses foudres les blancs qui manquent de loyauté à l'égard du Zimbabwe et qui font des actions de sabotage au profit de l'Afrique du Sud.

C'est ainsi que sept blancs, dont M. Wally Stuttaford, député du Front Républicain (ex-Front Rhodésien) de l'ancien premier ministre Ian Smith, ont été arrêtés à la fin de l'année sous l'accusation de complot contre la sûreté de l'Etat.

Fin décembre, c'était l'explosion au siège de la ZANU qui faisait sept morts à Salisbury, les autorités mettaient en cause les « agents stipendiés de l'Afrique du Sud » au sein des forces de sécurité.

Dans son message de fin d'année, M. Mugabe a toutefois choisi de ne

pas couper tous les ponts avec Prétoria, l'exhortant à « abandonner sa politique inhumaine d'Apartheid » et à « renoncer à son intransigeance vis à vis de ses voisins ».

Parmi les griefs formulés à l'égard des Sud-Africains figure le sabotage du pipeline reliant le Zimbabwe au port Mozambicain de Beira par des guerilleros du mouvement national de résistance du Mozambique (MNR), soutenu par l'Afrique du Sud. Ce sabotage a aggravé le problème de ravitaillement du pays en hydrocarbures, entraînant le rationnement de l'essence.

De fait, les problèmes de transport intérieurs et extérieurs de ce pays enclavé - l'essentiel de son commerce passe toujours par l'Afrique du Sud - demeure un des points noirs du Zimbabwe.

La poursuite de la croissance de l'économie - où l'entreprise privée blanche joue encore le premier rôle - constitue un point d'interrogation. Les autorités tablent sur un maintien de 8 pour cent du taux de croissance, chiffre que bien des voisins du Zimbabwe pourraient lui envier, contre 14 PC en 1980. Mais elles constatent aussi une poussée de l'inflation (au moins 15 PC pour l'année écoulée).

Autre problème majeur, celui de la redistribution des terres achetées aux « fermiers » blancs. Depuis l'indépendance en avril 1980, 60.000 seulement des quelques deux millions de paysans noirs réclamant des terres ont été satisfaits.

L'accélération de ce programme figure en tête du plan triennal de développement annoncé par M. Mugabe et financé par les 1,8 milliard de dollars qui vont être fournis par les pays ayant participé en mars 81 à la conférence de développement et de la reconstruction du Zimbabwe (ZIMCORD).

Salisbury - Pour le chef de la ZANU, l'essentiel est désormais d'accélérer la marche vers le socialisme, notamment par un accroissement des participations de l'Etat dans l'industrie et un encouragement aux coopératives, mais sans s'aliéner, complètement les milieux d'affaires.

Le gouvernement a déjà augmenté cette année le salaire minimum des travailleurs agricoles et industriels, des mineurs et des domestiques, tout en bloquant les prix provisoirement. Il a également rendu gratuite l'école primaire pour tous ainsi que les soins médicaux pour la masse des Zimbabweens les plus pauvres.

Mais, malgré sa détermination à avancer par étapes vers le socialisme, malgré des contacts accrus avec les pays socialistes et non-alignés, M. Mugabe a su conserver de bons rapports avec les dirigeants des pays occidentaux.

Un indice de la confiance manifestée par le monde extérieur dans la stabilité du Zimbabwe : le nombre de touristes a atteint en 1981 un chiffre record depuis de longues années : trois cent mille, soit 67 PC de plus que l'année précédente.

(A.F.P.)

8 janvier 1912 - 8 janvier 1982.
L'African National Congrès aura 70 ans quand vous lirez ces feuilles. L'histoire veut que cette année l'anniversaire de la « Journée du Peuple Noir » le 9 et 10 alors Sans-Frontière a remonté le temps pour vous, pour restituer quelques moments constitutifs de la création de l'ANC.



Nelson Mandela et Walter Sisulu dans la cour de la prison de Robben Island.

Commémoration : 1912-1982 : L'ANC A 70 ANS

L'actualité sud-africaine la plus récente indique une recrudescence d'actions de « *guerrilla urbaine* » perpétrées par des membres de l'ANC, à l'intérieur du pays, à la barbe du NIS (National Intelligence Service) et de la police. Olivier Tambo président général de l'organisation depuis 1967 a fait le point lors de sa déclaration à la conférence Arabo-Africaine, à Luanda. Les actes de sabotage, les tentatives de déstabilisation, les agressions dans le sud Angolais ou au Mozambique, sont la radicalisation à l'extrême droite du Parti Nationaliste, dû à l'effroi ressenti par les succès militaires et diplomatiques de l'ANC, l'immense clameur de la libération des ex-colonies Portugaises voisines aux termes des années 70 et son effet psychologique sur les « *Bantoustans* » ont achevé de laminer les certitudes du pouvoir blanc en Afrique Australe. Selon Olivier Tambo, le « *Gang Botha* » présente les caractéristiques propres à une bête blessée, agonisante. Sa paranoïa de l'encerclement par l'hydre du « *communisme international* » s'explique par l'indépendance du Zimbabwe, la gifle de Sowéto et la multiplication des actes de sabotage de l'économie, et son infrastructure.

La preuve est ainsi faite de la présence militaire de l'Umkhonto we Sizwe ».

« *L'épée de la nation* », la branche militaire de l'ANC peut frapper les dépôts pétroliers de la SASOL, des commissariats, bref, porter l'angoisse au coeur des métropoles blanches. Cela divise l'establishment afrikaaner. Celui-ci veut des réformes visant à créer une classe-moyenne noire, effacer les traces

de « *l'Apartheid mesquin* », seule manière à leurs yeux de conjurer « *la révolution sociale* » ou au pire, d'établir illico un processus de type péroniste, en rééditant la prise du pouvoir par De Gaulle en 58.

En bref, écarter la droite du parti, les « *crispés* » (*Verkrampte*) pour réaliser un coup d'Etat institutionnel. Le rêve des « *Verligte* » - les éclairés - inspire la panique à la base des petits blancs, qui craignent d'être « *les loosers* ». Concurrence « *déloyale* » de cols-blancs noirs promus et hantise de la prolétarisation attirent les électeurs vers les thèses médiévales du Broederbond, l'ultra-droite du parti nationaliste.

L'ANC en tant qu'organisation aujourd'hui s'inscrit dans la continuité d'une tradition de résistance dont la filiation remonte aux origines de l'institutionnalisation de la ségrégation raciale, conséquente au traité de l'union en 1909, entre la « *British House of Common* » et le « *South African White Parliament* » et ratifié en mai 1910, le jour anniversaire du traité de Vereening le 31 mai 1902, lequel mettait fin à la guerre anglo-boer et érigeait en droit la « *colour bar clause* », la première loi raciale qui ôtait aux noirs, un de leurs droits civiques fondamentaux, à savoir l'éligibilité.

L'histoire de la pénétration européenne en Afrique Australe depuis 1652 est jalonnée de hauts faits de résistance « *indigène* » (native) que les colons boers tout seuls ne purent définitivement réduire.

La défaite Boer de Koisan dans la péninsule du Cap en 1652, puis au Natal, dans le Basutoland (Lesotho), 9 guerres de résistance en 100 ans au Cap sont réduites par l'arrivée des « *Brits* ». Il faut attendre 1906 lors de la défaite de « *rébellion Bambata* » pour qu'émerge et mûrisse en organisation, 256 années de résistance.

En fait depuis le début du siècle existent des organisations centrées au Cap où prolifère une intelligentsia issue de l'école missionnaire qui s'est insurgée au sein de l'église et tourne le dos aux valeurs culturelles chrétiennes. Nehemiah Tile fonde la « *Temba Church* » en 1883, le révérend M. Mokone ouvre

l'église Ethiopienne dans le Waterstrand en 1892. 10 ans avant « *Imbumba Yamé Afrika* » (Union des Africains) naît au Cap, la toute première organisation politique, suivie deux ans après par « *la Native Education Association* » et « *la Native Electoral Association* », toujours au Cap. Outre la presse noire qui se crée, la petite bourgeoisie de pasteurs, d'instituts, de juristes réfléchit à se doter d'un outil de lutte qui prenne en charge et unifie les mouvements encore régionalistes.

La conférence du 8 janvier 1912 fut préparée par des hommes qui avaient senti la nécessité d'une formation qui transcende les divisions issues de l'hégémonie coloniale. Pixley Ka Isaka Seme, un des fondateurs de l'ANC écrivait en 1911 une déclaration de principes dont l'esprit servit de base au texte historique de 1912, daté du 11 octobre 1911 :

« *Le démon du racialisme, les aberrations des guerres Xhosa-Fingo, l'animosité entre Zulus et Tongas, ou les Basutos et d'autres voisins, doivent être enterrés et oubliés.* »

Nous sommes un peuple ! Ces divisions, les jalousies sont la cause de maux et de toutes arrières-pensées et l'ignorance qui existent aujourd'hui. La conférence inaugurale se fixa pour axes de luttes, l'éducation, les droits syndicaux, la ségrégation, la question agraire, les « *squatters* » locaux et renvoya ses membres délégués expliquer aux organisations locales, les significations « *pratiques* », l'application de la résolution finale dans les luttes. L'ANC considère que ce fut l'acte de salut national et de création de la nation.

Aujourd'hui avec la restructuration du mouvement qui a suivi la décapitation temporaire des inculpés de Rivona emprisonnés à Robben Island, Govan Mbeki, Walter Sisulu, Ahmed Kathrada, Dennis Goldberg et Nelson Mandela, l'ANC s'est donnée une stratégie et une tactique définie à la conférence de Morogoro en 1969, avec les résultats que chacun sait.

L'indépendance de la Namibie aura des conséquences que l'ANC doit capitaliser en 1982 pour la perpétuation de son combat. Long life to the ANC!

Blaise N'Djehoya

La journée du peuple noir

La vingtième Conférence Générale de l'Unesco a adopté au mois de novembre 1978, la résolution n° 20C/DR 221 portant sur la célébration, le premier dimanche de chaque année, de la « *Journée des peuples noirs* » (ou journée de la Civilisation Noire).

L'introduction explicative est « *ompée* » du tract de la Fédération des Travailleurs d'Afrique Noire Immigrés dans laquelle j'ai extrait sans vergogne un bout de feuille.

La résolution qui institue la dite journée exigeait la prise en charge matérielle de son organisation, une responsabilité initialement acceptée par les Etats Africains, en particulier signataires du texte de l'Unesco. Cette dernière organisation exige un statut d'ONG (organisation non-gouvernementale) et une procédure à suivre avec un calendrier à connaître au préalable. « *La fête* » qui a déjà eu lieu les deux années précédentes comporte un amas de difficultés financières qui en dit long sur l'enjeu qu'il revêt aux yeux des pouvoirs et des appareils noirs.

Assistant à une rencontre où se discutait la question du financement et de la promotion de « *la J.P.N.* », je n'ai pu m'empêcher de sourire à l'évocation des tribulations de « *la Fetrani* » avec une maison d'édition « *Black* » de renom pour l'acquisition d'un magot pour la même journée l'année dernière.

Du « *Sponsor* » en milieu panafricaniste!

Normalement cette journée devra se commémorer tant que l'Apartheid et ses « *cousins* » maintiendront quelque part un homme dans l'ignominie esclavagiste.

Parallèlement à cette journée, la

« *démocrate* » qu'il y a des Solidarinosc au pays de Botha-le-Christien.

Il s'agit donc d'un soutien aux mouvements de lutte contre l'Apartheid. Les conférences et débats auront lieu au studio Bertrand, 29 rue du Général du même nom, métro Duroc ou St-François-Xavier.

Outre la présence de Mnumzana enself ANC-France. Les femmes de la Fetrani, la chanteuse Fatou Dieng, le poète Dakeyo lequell a collaboré à une anthologie de poésie sud-africaine (cf ce n° de « *SF* »), un concert Fr. Bebey, le groupe « *Dou* », et d'autres pointures hélas hypothétiques, telles le groupe « *Apartheid Not* » et Guy Konké, prêtre du « *Gwo Ka* ».

Sound-System jusqu'à 4 heures du mat' et Dou-Kaya', disc-jockey pour la messe noire. Dimanche, Penda Diabaté et Arafan Kouyaté évoqueront à la kora quelques complaintes nostalgiques de la saga Mandingue. Le griot Kapia inventera le geste de la « *J.P.N.* » et Akendengue conclura sur ces climat ironiques ou graves pour ceux qui affectionnent les mots et l'inimitable accent du poète gabonais. Henri Lopez de l'Unesco parlera des paysans dans le développement en Afrique, et Emma. Manyo président de la Fetrani, lira « *l'intervention centrale* » de son orga. On ignore encore lequel entre les « *dottore* » Kotto Essomé (Jussieu) et Thomas Meloné (lettres) sera disponible pour une « *tchatche* » sur les cultures et les civilisations noires.

Pour ceux qui auraient le respect « *africain* » des diplômés, il est conseillé de ne pas se contenter d'applaudir mais « *porter la contradiction* » pour éviter les monologues.



« *Fetrani* » qui s'étonne de ne pas avoir été associée en tant qu'organisation à l'anniversaire de l'ANC, appelle à participer à la marche pacifique sur l'ambassade d'Afrique du sud, le jeudi 7 janvier à 18 heures, deux plombs et demi avant les grandes « *réjouissances* » dans les murs de la résidence universitaire d'Anthony. A ce propos j'ai reçu dans le dossier de presse, l'hymne de l'African National Congress et une liste de « *45 Africains morts dans les prisons de l'Apartheid* ».

La « *Solidarité agissante des démocrates* est requise en cette journée des Peuples Noirs », histoire de rappeler à l'opinion

Les peuples de Caraïbes, des Amériques et d'Afrique vous convient à une journée qui aurait difficilement eu lieu sans le concours de l'Agence de Coopération Culturelle et Technique, de l'Adeac ainsi que la collaboration de l'Association Soutien aux Travailleurs d'Afrique Noire.

La liste des associations membres de la Fetrani qui participent à ces manifestations est « *considérable* ». Les bons de soutien à cette orga se trouvent au M.T.I, 46 rue de Montreuil dans le 11ème : tél 372 75 85). Alleluiah ! Hosannah pour la « *J.P.N.* »

That's folks!

B.N.

L'immigration en Grande Bretagne .

LA BATAILLE DES DROITS



« On va rester, on va se défendre » - c'est la phrase adoptée par les jeunes noirs anglais d'aujourd'hui.

Ils éprouvent le besoin de se défendre ainsi, même dans le pays où ils sont nés - qui est à eux, par nationalité et par la loi. Ce besoin vient du fait qu'ils ressentent constamment le racisme d'état ajouté à celui de l'extrême droite. Pourtant, même en possédant la nationalité britannique et le droit de voter (à l'inverse de la France) ils restent sans droits égaux. Les lois contre le racisme sont peu efficaces contre le poids énorme du racisme insidieux.



Il y a deux millions de noirs en Grande-Bretagne, 40 % y sont nés. (C'est-à-dire 3,7 % de la population totale, bien moins qu'en France).

Cet été leurs frustrations ont explosées en bagarre dans les centres d'une trentaine de grandes villes, Londres, Liverpool, Manchester. L'enquête officielle sur les bagarres à Brixton vient d'être publiée dans le rapport du Scarman. Il a identifié deux causes principales à l'origine des bagarres - la méthode de contrôle de la police et les conditions de discrimination dans les domaines d'emploi, logement, éducation etc... Par ailleurs il a proposé plusieurs recommandations sur la formation de la police, les relations avec la communauté et le « système de plainte » contre la police. Bien que ces recommandations aient une grande portée il a laissé un hiatus en ce qui concerne la population noire. Il a mal compris les expériences des noirs en Grande-Bretagne car il n'accepte pas l'existence de la discrimination systématique de l'Etat. Son analyse risque d'être acceptée comme un point de vue officiel des causes des bagarres. Tandis que les causes réelles demeurent.

Les causes réelles sont complexes : les années d'échec, le chômage (qui touche maintenant près de 3 millions de personnes avec un pourcentage beaucoup plus élevé chez les noirs), les mauvaises conditions de logement, les lois d'immigration et de nationalité raciste, les activités de terreur d'extrême droite. Avant tout, les jeunes noirs se sentent opprimés par le racisme de la police qui les harcèle constamment, surtout les jeunes Antillais.

Pour bien comprendre comment les noirs sont arrivés dans une telle situation, il faut revenir au début de l'immigration noire, il y a trente

ans. Il faut bien voir les raisons de l'immigration dans le contexte de la mentalité coloniale. La situation contemporaine des noirs en Grande-Bretagne est une extension du colonialisme britannique. Le besoin de main d'oeuvre est devenu impératif en Angleterre, comme pour toute l'Europe, après la deuxième guerre mondiale. Pour

tard, on a voulu faire croire que c'était eux, les victimes de la pauvreté, qui avaient été la cause de la détérioration des villes.

Avec le rétablissement des industries britanniques, la nécessité d'une main d'oeuvre immigrée a diminué, et dans les années soixante on a vu le début du contrôle de l'immigration - résultat de la

Racisme respectable et acceptable au Royaume Uni

reconstruire les industries abâtues, le gouvernement recherchait les ouvriers qui avaient déjà des liens et de l'influence, c'est-à-dire, dans les anciennes colonies ou les pays du Commonwealth. Les transports publics et les hôpitaux, surtout, sont allés recruter aux Antilles. Les noirs sont venus prendre le travail que les blancs ne voulaient pas faire et n'étaient pas obligés de prendre.

Les Antillais étaient prêts à émigrer, car la situation économique de leurs pays était extrêmement diminuée après les siècles de colonisation, et où le travail était rare.

Les immigrés des Indes, et du Pakistan sont venus plus tard pour travailler surtout dans les industries du textile.

Venant en Angleterre pour le travail, début des années cinquante et soixante, les Antillais, et plus tard les Asiatiques, rencontraient la discrimination raciale.

Ce racisme et le manque d'argent les ont obligés à habiter des bâtiments déjà délabrés dans les centres de Londres, Liverpool, Leicester etc... Des années plus

double pression des racistes et de la saturation du marché du travail. Alors que l'immigration des Antillais était presque nulle, les travailleurs du Pakistan sont venus principalement pendant cette période, jusqu'à l'introduction de la dernière loi qui date de 1971. Bien que les familles des travailleurs immigrés avaient le droit de rejoindre le chef de famille (comme maintenant il y a la facilité en France) un système bureaucratique a été établi si bien que les familles devaient attendre souvent quatre ou cinq ans pour venir.

On peut voir les lois d'immigration devenir progressivement plus racistes - souvent par les jugements dans les tribunaux ou par des règlements faits par le Ministre de l'Intérieur sans modifier la loi.

On peut voir clairement que le racisme anglais, hérité de l'époque de l'Empire est bien implanté dans toutes les couches sociales. Les gouvernements socialistes ont été aussi racistes que ceux des conservateurs - par exemple la loi la plus raciste - celle de 1968 - a été introduite par les travaillistes.

Avec quelle mentalité cynique peut-on en même temps, introduire des lois anti-racistes (pour protéger les droits des minorités).

Pour bien comprendre ce dualisme, il faut voir derrière la façade libérale du parti travailliste.

On peut aussi comparer l'efficacité des lois d'immigration et la rigueur avec laquelle elles sont appliquées et la difficulté d'utilisation des lois anti-racistes - beaucoup moins forte que celles des Etats-Unis. L'uniformité des idées à l'égard des noirs est bien évidente aussi ; le fait est que tous les gouvernements insistent sur le fait qu'il n'est pas possible d'avoir de bonnes relations entre les races si on ne contrôle pas d'abord l'immigration.

Une enquête récente révèle que les relations raciales sont pires maintenant que quelques années auparavant.

En plus, malgré ces lois contre la discrimination, les noirs en Grande-Bretagne occupent toujours la position de deuxième classe. Ils sont toujours les premiers à être mis en chômage, et les derniers à avoir une promotion ; ils sont



astreints généralement aux travaux de main d'oeuvre ; ils habitent toujours dans les quartiers les plus abandonnés ; ils voient que la police agit toujours contre eux, et les protègent rarement contre les attentats racistes - chaque fois plus nombreux - et ne fait rien contre les activités de l'extrême droite. Le racisme pénètre dans la société à un niveau très profond - une mentalité crée pendant l'époque de l'Empire Britannique - une mentalité qui permet de mieux gouverner. C'est un racisme profondément intégré dans les structures et institutions de l'état dans le gouvernement, les conseils régionaux, les employeurs.

Il est facile de distinguer ces sentiments dans les discours des députés. Le racisme est devenu respectable et acceptable ; le gouvernement actuel a absorbé beaucoup d'idées d'extrême droite dans sa politique - ce n'est pas étonnant que l'extrême droite se sente tous les droits pour terroriser les noirs - elle applique la politique dont le gouvernement parle.

Depuis les trois dernières années on a vu l'agrandissement des groupes noirs qui expriment bruyamment leurs frustrations.

Comme en France, le mouvement anti-raciste a toujours été dominé par les blancs libéraux. (La nouvelle loi des Droits d'Associations va peut-être changer la situation en France). Ces groupes noirs ont chaque fois plus de force et plus d'influence. Ils ne vont plus supporter tranquillement ni le racisme de l'état ni des individus. On a vu la manifestation de cette nouvelle volonté cet été à Brixton et ailleurs. La population noire anglaise est convaincue que quoiqu'il arrive, seule l'Angleterre est son pays, et elle va y rester.

Shā Nicholas/
Stephanie d'Orey

Les factions au Tchad

ALORS, BONNE ANNEE ?

Dans son discours adressé au président Goukouni, le colonel Abderkader Kamougué, second personnage du GUNT, on aura remarqué le caractère de bilan, une sorte d'état de la nation dressé dans « le message de nouvel an » qui résume assez fidèlement la position de son gouvernement.

Un tableau plutôt sombre, une modification des rapports de forces au profit du leader des FAN, une querelle d'interprétation sur le rôle de « la force africaine » chargée d'assurer le relèvement des troupes lybiennes, « une confusion dans l'esprit au sujet de la nature du gouvernement », un retard coupable dans la formation de l'Armée Nationale Intégrée, une absence de coordination, sont, conclue-t-il, (...) conséquences d'une certaine confusion au niveau des responsabilités gouvernementales.

Le vice-président du GUNT admet enfin que la circulation était libre partout « sauf dans la partie est du pays ». Les déclarations du Secrétaire Général de l'OUA au Togo sur le rôle des « casques bleus » de l'OUA scellaient la question des tâches de cette force et indiquaient les contours de ses attributions. Goukouni Weddeye en demandant officiellement le départ des troupes lybiennes, seules capables de contenir l'offensive de son ministre Habré, a pris une décision lourde de conséquences : pour se faire admettre dans l'organisation panafricaine, il acceptait le retrait lybien, espérant que l'acquisition de cette légitimité entraînerait ses pairs à le protéger sinon à l'aider à consolider son Etat, et réorganiser l'économie, le « facteur » Habré n'apparaissant plus que comme un écueil, le dernier à surmonter par la coalition du gouvernement d'union nationale. Le colonel Radouane, évacuant les troupes de Kadhafi aussi précipitamment, accomplissait le dessein d'un maître décidément habile. L'obstacle majeur à « la solution africaine » a laissé son ancien protégé, abandonnant sur ses anciennes positions, du matériel militaire récupéré par les FAN libérés de la présence lybienne. Ces troupes marcheraient sur N'Djamena, et les camerounais au premier rang sur l'autre berge font des pronostics funestes pour le GUNT au cas où la force africaine demeurerait neutre. Les soldats d'Hissène Habré sont partis de l'est de leurs anciennes bases du Soudan, ont contourné la ville d'Ati où se trouve le contingent nigérian dirigé par le général Ejiga lequel est aussi le commandant en chef désigné de la force interafricaine. La nouvelle de l'encerclement d'Ati par les FAN, quoiqu'aujourd'hui démentie par Ejiga avait suffisamment fait mon-

ter la tension pour que l'on y envoie un millier de soldats zairois en renfort. Hissène Habré a soigneusement évité la confrontation : l'interview qu'il a accordée à « l'express » du week-end dernier explique en partie son attitude. Selon lui le succès des troupes interafricaines au Tchad serait uniquement fonction de leur « neutralité », mieux, qu'il ne les combatrait que s'il était attaqué. Triomphant il affirme son adversaire « sans soutien populaire » et

qui s'adressera-t-il, s'il est déçu par l'OUA et par l'occident ? Son voisin du nord qui n'a sans doute pas apprécié la manière peu élégante avec laquelle on lui signifia son congé tantôt et préoccupé de se donner l'image d'un président potentiel de l'OUA pour 1982, mis à prix par Reagan, et tout investi dans le rapprochement inter-arabe depuis la dernière provocation de Begin au Golan, étonnerait beaucoup s'il rempallait au Tchad. Goukouni pourrait bien faire un choix qui internationaliserait le conflit. Ses alliés se comportent de façon pas très « unitaire » : Acyl Ahmat (ministre des affaires étrangères), chef des CDR sévèrement battus par Habré a toujours estimé négative la décision du retrait lybien et dit sa méfiance aux solutions excluant Kadhafi, Kamougué ne peut pas toujours « se marier avec le diable » (la Lybie NDLR), tout en évitant à ses troupes l'affrontement avec Habré. La seule chose qu'ils partagent ensemble est leur hostilité aux FAN. Des voix tchadiennes se font déjà entendre, appelant à une négociation de toutes les factions. Le leader du Frolinat « originel », le docteur Abba Siddick pense qu'il n'y a plus d'Etat au Tchad. La



promet tenir des années s'il le faut tout en maintenant la proposition d'un concours qui réglerait définitivement le conflit.

Pour illustrer la situation dans un langage africain « popu », il faudrait emprunter au football et considérer que l'OUA - arbitre ou joueur ? - fait du surplace alors que Goukouni demande plus qu'un marquage individuel. Que sont devenus les grandes nations qui, de leurs voix à Cancun, à Paris, appuyaient les africains réunis à Nairobi en décembre dernier ? à bien y regarder, « le frère » Goukouni est le seul qui perd des plumes dans l'affaire jusqu'à maintenant. Il est la victime d'un tour pendable bien « africain » : « Fais partir le lybien, frère ; voilà le mal ». La promesse obtenue des Soudanais et Egyptiens de ne plus soutenir la rébellion, l'aide française en équipement militaire, la « logistique » américaine - présence civile et humanitaire - la formation et l'encadrement de l'ANI par... la force interafricaine n'ont pas empêché l'offensive des FAN. Dans ces conditions Goukouni estime « inutile » la présence des troupes « africaines » et parle de faire appel à une force extra-continentale. A votre avis, à

progression des hommes d'H. Habré serait si fulgurante qu'il admet volontiers « qu'ils occupent le Ouaddai, le Biltine et débordent sur le Batha (centre). Les forces gouvernementales que l'on savait déjà mal équipées et mal encadrées seraient lassées de la guerre, et ne montrent aucune détermination à s'opposer à cette avance ».

C'est clair et sans appel : le Front de Libération National du Tchad (Frolinat) d'Abba Siddick est le mouvement d'où viennent toutes les tendances principales en lutte aujourd'hui ; il est donc bien placé pour apprécier. Le fait nouveau qui en découle est la contestation de la légitimité du GUNT dont la légalité « s'est arrêtée en mai dernier, selon les accords de Lagos de 1979 ». Puisque le pouvoir n'est nulle part, sauf au bout de la Kalachnikov », l'hypothèse d'une solution négociée avec Habré semble sur le terrain en tout cas la seule possibilité qui éviterait aux tchadiens de « déguster ». En cas de refus du GUNT, l'année 82 marquera le début d'une nouvelle guerre, et l'enterrement des accords de Lagos. Tchadiens, bonne année!

Blaise N'Djehoya

1981 un bilan médiocre



1981 aurait pu être l'année du dialogue Nord-Sud. L'an dernier, pratiquement tout le monde était d'accord pour reconnaître la nécessité de s'intéresser sérieusement au sort des pays du Tiers-Monde. Pour des raisons altruistes et humanitaires (que tout gouvernement entretient évidemment à l'égard des pays moins nantis que lui-même, du moins si on en juge par les déclarations officielles), mais aussi pour des raisons bien plus terre à terre : l'idée se généralise peu à peu que le destin des pays riches est lié à celui des pays les plus pauvres !

Toutes les conditions se trouvent alors réunies pour que le mot « solidarité » fleurisse dans tous les discours sur le Tiers-Monde. Et pour convaincre ceux qui auraient plutôt intérêt à faire la sourde oreille, on explique que « l'intérêt bien compris des Etats-Unis est d'aider les pays en voie de développement », ou que « l'intérêt bien compris des pays industrialisés et des pays en développement milite en faveur de la solidarité », car ces derniers « occuperont une part croissante dans les échanges mondiaux au cours de la prochaine décennie », etc, selon les organismes ou les médias qui les relayent. Quant on entend le mot « intérêt », c'est que son double, le mot « profit », n'est pas loin, et ce dernier laisse très peu de monde indifférent.

Qui dit dialogue Nord-Sud, dit conférences internationales, et 1981 n'a pas failli à la tradition : après les rencontres de Nairobi et de Paris, le point culminant de l'année fut le sommet de Cancun. A Nairobi, s'est tenue, du 10 au 21 août, la première conférence des Nations Unies sur les énergies nouvelles et renouvelables : elle s'achève sur l'adoption d'un programme d'action destiné à promouvoir une économie moins dépendante du pétrole, mais les

pays développés n'ont pris aucun engagement financier en faveur du développement énergétique du Tiers-Monde. La Conférence des Nations Unies sur le Commerce et

Le sommet de Cancun (tenu les 22 et 23 octobre au Mexique) devait marquer le point de départ d'un véritable dialogue Nord-Sud. Résultat de toute cette énergie et de tout cet argent dépensé : un document final ne fixant ni les modalités, ni le calendrier de ces fameuses « négociations globales » réclamées par les pays en développement et certains pays industrialisés. Personne n'ose plus en contester la nécessité, mais on « verra cela plus concrètement lors de la prochaine rencontre ». Il est vrai que voir un participant aux rencontres internationales sur le Tiers-Monde, mourrir de faim entre deux sommets Nord-Sud est un phénomène plutôt rare, aussi ont-ils tout leur temps. (Il est toutefois dommage que tous ces programmes adoptés ne nourrissent pas leur homme, autrement la faim dans le monde aurait été éliminée depuis longtemps).

On ne peut donc considérer que 1981 ne fut pas un succès sur le plan des rapports Nord-Sud : mis à part quelques points de détail (accord sur le droit de la mer, adoption d'un code de conduite pour les multinationales...), l'échec est souligné par l'impossibilité de lancer réellement avant la fin de l'année les négociations globales. Si on cherche des responsables, on tombe tout de suite sur les USA, bien sûr, dont les réticences sont en grande partie responsables de cet échec. Mais tout n'est pas aussi simple ; prenons l'exemple de la France qui est apparue en 1981 comme le porte-parole des pays du Tiers-Monde - parmi les pays industrialisés : elle a figuré parmi les pays européens qui ont adopté les positions les plus dures face aux demandes des pays en développement, lors des discussions pour le renouvellement de l'accord multifibre, en décembre à Genève (car, en l'occurrence, elle défend son industrie textile nationale).

Il y a là, sans doute, un bon exemple des contradictions des pays développés face au Tiers-Monde. Tout en ayant conscience que le statu quo actuel ne saurait être maintenant sous peine d'une



le Développement (CNUCED) consacrée aux pays les moins avancés (qui s'est tenue à Paris du 1er au 14 septembre) s'est elle aussi conclue par l'adoption d'un programme, le « nouveau programme substantiel d'action pour les années 80 », dépassé dans ses objectifs avant d'être voté !

explosion à plus ou moins long terme, les pays industrialisés n'arrivent pas encore à croire vraiment qu'ils ne sont plus les maîtres du monde, et qu'il peut-être déjà trop tard pour qu'ils dépassent leur intérêt à court terme et qu'ils s'occupent de l'intérêt mondial.

Jibé

Karthala

OU LA CONNAISSANCE DU TIERS-MONDE

« Karthala », ce nom ne doit pas vous être inconnu, si vous vous intéressez à l'Afrique, ou, tout simplement, si vous êtes un lecteur fidèle de Sans Frontière : nous vous avons déjà présenté quelques-unes de leurs productions.

Les éditions Karthala (1) ont été fondées par trois dissidents de l'Harmattan, connaissant bien l'Afrique (entre autres, pour y avoir vécu et travaillé) et aimant le livre.

Leur préoccupation concerne essentiellement le monde noir : 75 % de leur production porte sur l'Afrique, Madagascar et l'Océan indien ; depuis quelques temps, ils s'intéressent aux Antilles. Mais ils ne cachent pas que c'est avec l'Afrique qu'ils ont le plus d'affinités.

Leur but, en fondant cette maison d'édition, était à la fois simple et gigantesque : « renforcer la connaissance de l'Afrique », en publiant des textes anciens ou contemporains : documents, essais, récits de voyages, mais aussi romans, légendes, contes pour enfants... En un mot, publier tout ce qui peut amener à une meilleure compréhension de l'Afrique et du monde noir en général.

Une question se pose alors : qui publier ? Des auteurs du « Nord » s'expriment sur l'Afrique, ou des

uniquement, mais de sensibilité. Il faut publier ceux qui « ont des choses à dire ». Critiques, au début de la revue « Politique africaine » (2), sur l'absence d'Africains au Conseil de rédaction, les gens de Karthala répondent qu'ils n'ont pas besoin de la présence d'un africain de service (obligatoire dans les années 70-75 et qui relevait d'une « hypocrisie, teintée de relent de paternalisme ») pour justifier leur travail : les contributions africaines parues dans leur revue font justice de tous les procès d'intention qu'on pourrait leur intenter.

Le choix des auteurs publiés se fait donc en fonction de l'intérêt propre des manuscrits proposés. Le seul cas où il y ait un choix des auteurs (en fonction de leur appartenance ethnique) est celui de la collection « Sarabande » (« Pour les enfants, des albums d'éveil à leur environnement et aux autres cultures ») où il est demandé à l'auteur d'être originaire de la région pour les enfants de laquelle est écrit le livre, de façon à être plus proche de l'esprit de ceux-ci.



blanc, car « la connaissance n'est ni noire, ni blanche ». Mais, comme les Africains sont les premiers concernés par ce qui s'écrit sur l'Afrique, entre deux textes de qualité et de valeurs égales, sera choisi celui écrit par un africain ; de même, tous les essais ou études concernant un pays ou une région donnée seront préfacés par quelqu'un originaire du pays ou de la région en question.

Puisqu'une maison d'édition est aussi une entreprise commerciale, il faut bien parler « gros sous ». Le financement de Karthala pour la plupart de ses publications provient des ventes. Seule exception, les articles dits de « haut de gamme » : pour ceux-ci, Karthala pratique le système de la co-édition avec des organismes extérieurs qui assument alors une certaine partie de la fabrication du livre publié. Par exemple, le livre « Les Etats-Unis et l'Afrique : les intérêts en jeu » est le résultat d'une co-édition Karthala/Service culturel de l'Ambassade des Etats-Unis (d'où une présentation et une maquette différentes, etc).

Signalons que Karthala ne fait pas que publier des livres, mais organise aussi des stages de formation. Les deux prochains auront pour thème la littérature antillaise (7 et 28 janvier 1982) et la littérature africaine (22 février et 24 mars 1982).

Chez Karthala, on refuse le Tiers-Mondisme des années 70, qui parlait des problèmes de « là-bas », la plupart du temps à la place des individus directement concernés, et sur un ton d'apitoyement paternaliste. De même qu'on y refuse tout « engagement trop idéologique », car « l'idéologie est trop contraignante et mal comprise des immigrés d'ici ». Pour eux, être tiers-mondiste, c'est avant tout permettre l'accès à une connaissance du Tiers-Monde, sans laquelle rien ne se fera.

Jibé

(1) Editions Karthala, 22-24 boulevard Arago, 75013 Paris (331 15 59)

(2) Rédaction de « Politique africaine », 4 rue de Chevreuse, 75006 Paris.

Football : Un algérien en or

Comme on pouvait s'y attendre, c'est l'algérien Lakhdar Belloumi qui a été élu « Ballon d'or » africain 1981.

Seize spécialistes africains, et Radio France internationale ont participé au référendum organisé par l'hebdomadaire sportif « France-Football » ; ils ont été unanimes sur le nom de Belloumi.

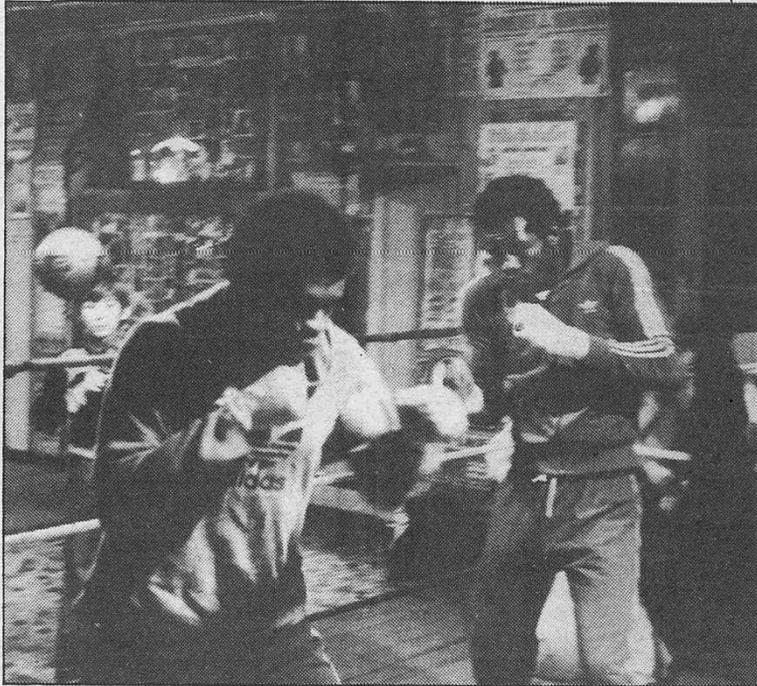
Lakhdar Belloumi, 23 ans, brillant meneur de jeu du G. de Mascara et de l'équipe nationale algérienne succède ainsi au palmarès au camerounais Jean Manga Ongene.

Une saison remarquable de l'équipe algérienne de football comptant seulement 2 défaites sur 10 matches, a propulsé au premier rang des joueurs africains, le jeune Belloumi.

Avec une qualification pour le Mondial 82 en Espagne, une qualification pour les phases éliminatoires de la coupe d'Afrique des Nations en mars 82 en Lybie, un ballon d'or récompensant un de ses sujets les plus talentueux, l'Algérie aura largement dominé le football africain, devant le Cameroun, le Ghana, le Nigéria et le Maroc.

Les cinq premières places du 12^e ballon d'or africain reviennent d'ailleurs à des Algériens et des camerounais.

- 1^{er} - Lakhdar Belloumi Algérie
- 2^e - Thomas Nkono Cameroun
- 3^e - Ali Fergani Algérie
- 4^e - Eugène Ekoulé Cameroun
- 5^e - Théophile Abéga Cameroun et Aziz Boudelaba Maroc.



Boxe dur dur

1981 n'aura pas été une bonne année pour les boxeurs africains. Ils ne possèdent plus un seul champion du monde depuis la défaite de l'Ougandais Ayub Kalule en super welters le 25 Juin 1981, par K.O. à la 9^{ème} reprise face, il est vrai, à la vedette de la boxe mondiale, l'américain Ray « Sugar » Léonard.

L'autre ougandais champion du monde des super-plumes Cornelius Boza-Edwards, perdit sa couronne le 29 août 1981 par K.O. à la 5^{ème} reprise, face au philippin Rolondo Navarette.

Entre temps, le zaïrois Jo Kimpuani, naturalisé français, avait vainement tenté de ravir la couronne des super légers au redoutable américain Saul Mamby. Il était imité au mois de décembre par le Nigérien Obisia Nwarka battu lui aussi devant son public à Lagos toujours face au même Mamby.

Outre ces mauvaises performances, un autre mal caractérise actuellement la boxe africaine : l'exode.

On dénombre exactement 35 boxeurs professionnels en France

et en Belgique, sans tenir compte de Hocine Tafer et de Jo Kimpuani naturalisés français. Et l'exode ne cesse de s'amplifier.

De nombreux champions, devant la difficulté qui existe en Afrique pour « monter » des combats, n'hésitent plus à s'expatrier sous d'autres cieux plus propices au « noble art », le dernier en date étant le champion d'Afrique des poids moyens, le camerounais Emebe. Un boxeur qui ne manque ni de talents, ni d'ambitions, ni de moyens. Il vise très haut, tout comme le zaïrois Tukisoleta Nkalafikete chez les légers.

N'oublions pas de citer d'autres talents tels que les algériens Loucif Hamani et Mourad Ferguene, le sénégalais Idrissa Konate, le camerounais Paul Tchoué chez les moyens ; le zaïrois Dan M'Putu en légers, le malien Mary Konate en lourds et bien d'autres noms encore.

Souhaitons que l'année nouvelle soit des plus florissantes pour la boxe africaine si riche de talents. Nous restons sur notre faim d'exploits.

Hocine



Africains, gens du « Sud » eux-mêmes ? Karthala refuse toute exclusion : selon eux, le droit de parler de l'Afrique n'est pas un « problème de pigmentation

Dans tous les autres cas, le choix se fait en fonction du travail proposé et de ses capacités à permettre une meilleure compréhension du monde noir, que son auteur soit noir ou

« Gérard Lambert » débarque à l'Olympia

Renaud « sans zikmu »

Renaud « héros de notre génération » qu'il marque d'une langue sortie du pavé et du béton. Qui aurait imaginé que d'un argot contemporain, on pouvait chanter sur la scène de l'Olympia depuis le 5 janvier et pour trois semaines...



Les aventures, la façon de vivre, le sens critique des marginaux, des loubards, des flemmards que les gens bien pensants de cette société rejettent, nous sont contés par celui que l'on surnomme maintenant « Gérard Lambert » (Gérard Lambert est le héros de deux chansons de Renaud).

Une question que l'on peut se poser dès maintenant est de savoir comment Renaud voit-il les répercussions que pourra avoir son passage sur la célèbre scène parisienne.

Une réponse anticipée nous a été fournie dans une chanson de son troisième album :

« C'est sûrement pas un disque d'or ou un Olympia pour moi toi seul qui me feront virer de bord qui me feront fermer ma gueule tant qu'y aura de la haine dans mes seringues je ne chanterai que pour les dingues ».

Souhaitons le, car deux années se sont écoulées depuis. Le loubard au cœur tendre a accepté de répondre à Sans-Frontière dans une entrevue des plus chaleureuses.

Sans-Frontière : Renaud peux-tu nous parler de ton spectacle ?

Renaud : Une trentaine de chansons des plus variées est prévue dont celles du dernier album.

(Il me communique la liste, et je ne peux m'empêcher de siffler mon admiration, car pour une variété c'en est une. Jugez vous-même : Les chansons drôles avec les aventures et le retour de Gérard Lambert, des réalistes avec « Mon HLM », des agressives avec « où est mon flingue », des tendres avec « Pierrot et ma gonzesse », d'amitié avec Manu, sur la drogue, sur la malvie, etc... Un programme des

plus complets qui j'en suis sûr émerveillera son public. La location marche très fort d'après la direction de l'Olympia.

De nouveaux musiciens m'accompagnent et je peux te dire qu'on s'accorde très bien.

S.F. : Renaud et le fric ?

R. : « La majorité du fric que je gagne contribue à la construction du « socialisme » en allant directement aux impôts. Le reste je le jette par les fenêtres en agissant comme un ancien pauvre et non pas comme un nouveau riche.

S.F. : Des projets ?

R. : Oui actuellement un bateau est en construction sur lequel je ferai de grands voyages, j'irais découvrir d'autres cieux et d'autres choses.

S.F. : Tu connais Sans-Frontière

R. : Oui j'ai déjà été en rapport avec ce journal et je sais qu'il y traite essentiellement des problèmes de l'immigration et du Tiers-Monde.

S.F. : J'ai eu l'occasion de discuter avec de jeunes enfants d'immigrés que l'on appelle aussi la « deuxième génération ». Ils se

disent très touchés par la chanson : « Les charognards »

R. : J'ai connu beaucoup de jeunes de la deuxième génération pour avoir par le passé traîné à Argenteuil.

Je ressens ce qu'ils pensent et le mal qu'ils ont à s'assimiler dans une communauté qui les rejettent. Je comprends les difficultés qu'ils éprouvent pour trouver un emploi. Le problème m'a semblé des plus importants que je leur ai dédié cette chanson.

Dans peu de temps, beaucoup de politicards vont se pencher sur ce sujet. Les jeunes algériens, je parle d'eux car ils représentent la majorité de cette deuxième génération, qui sont nés après l'indépendance de l'Algérie sont considérés comme citoyens français et ainsi représenter un électorat qu'il serait bon d'avoir de son côté. A ce moment là, ils auront un rôle important à jouer.

Les français les ont toujours fausement ignorés, et je comprends parfaitement le sentiment de révolte qui a régné cette année dans la banlieue lyonnaise.

« La France est une banlieue méri-dionale
Comme dit mon copain Mohamed
Aux flics, aux flics... »

« Tirer la bagnole à un cave
j'appelle pourtant pas ça un crime
Y'a qu'avec les bourgeois qui
friment
que tu chourraives... »*

S.F. : Renaud a-t-il changer depuis le 10 mai ?

R. : Faux. Quitte à être gouvernés autant l'être par la gauche que les autres.

« J'peux pas encaisser les
drapeaux
quoique le noir soit le plus beau

la Marseillaise même en reggae
ça m'a toujours fait dégueuler
les marches militaires, ça
m'délingue
et votre république moi j'la
tringle... »

S.F. : Renaud et les événements de Pologne ?

R. : Ce qui se passe en ce moment en Pologne est un événement des plus regrettables, et les polonais ont toute ma sympathie pour leur lutte. Mais ce qui m'irrite, c'est la conscience polonaise que tous les français se croient obligés d'avoir conscience.

Que toutes les mass-médias s'évertuent à développer. Beaucoup oublient que les droits de l'homme sont bafoués tous les jours dans des pays que les gens semblent ignorer tel que les dictatures militaires en Amérique du Sud, en Turquie, en Afrique du Sud.

« Lorqu'on septembre on
assassine
un peuple et une liberté
au coeur de l'Amérique Latine
ils sont pa nombreux à gueuler.
Un ambassadeur se ramène
bras ouverts il est accueilli
le fascisme c'est la gangrène
à Santiago comme à Paris... »

Renaud devant aller répéter sur scène, notre entrevue s'arrêta là me laissant sur ma faim.

Lambert me quitte en souhaitant me revoir bientôt, certainement sur les ondes de Radio-Soleil, et en m'offrant une broche représentant une clé à molette.

Continue Renaud, ta façon de lutter nous sied très bien.

« Si un jour j'm'retrouve la
gueule par terre
sur qu'c'sera de la faute à Baader
si j'tombe le nez dans le ruisseau
sûr que ce sera de la faute à Bon-
not... »

Hocine

AZENZAR Un souffle neuf...

Azenzar est un groupe qui a fait son apparition vers 1976. Il partit un peu sur les chapeaux de roues d'un 45-tours, bien trop fragiles pour supporter toute l'inexpérience fougueuse et la passion naïve de ces jeunes Algériens assoiffés de culture et d'expression. Et de fait, ce départ devait marquer un temps d'arrêt durant lequel Momoh et Smail repriront consciencieusement et en silence cette idée d'un groupe dont l'apport aiderait à faire connaître la chanson kabyle, en tant que chanson authentiquement berbère et africaine.

Cette reprise a duré de nombreuses années et s'est essentiellement traduite par un travail de répétition, de recherche de thèmes (poétiques et musicaux). Et de longues séances de studio ensuite...

Un très bon 33-tours, résultant de ce travail, vient d'être commercialisé, sous une excellente présentation qui plus est.

Depuis quelques jours, ce programme, qui ne manquera pas d'être remarqué, on peut en prendre le pari, est également disponible sous forme de cassette, Momoh et Smail ont également attendu tout le temps nécessaire pour trouver d'autres jeunes musiciens



qui partagent leur sensibilité musicale et leurs intentions culturelles : c'est ainsi que se joignent à eux Joulane d'abord, qui joue du bendir comme nous aimons l'entendre et, plus récemment Ahmed (aux congas) et Marie-Claude (à la flûte traversière) sont venus enrichir le groupe de leurs apports.

Azenzar ? Des jeunes qui ne sont pas de ceux-là dont le seul rêve est d'avoir une pochette de disque en guise de carte de visite. Alors ? La réponse est simple : le temps travaille pour eux et eux travaillent pour nous, leur public et leur culture.

Les textes chantés par Azenzar, sont, pour nombre d'entre eux, dus à cet « importateur » de talent que représente Muhen U Yehia pour notre poésie populaire d'aujourd'hui.

Certains autres sont des créations de Momoh et Smail. La composition musicale est, essentiellement, l'oeuvre de Momoh.

Dans la phase actuelle du groupe, Smail intervient comme soliste et dans l'arrangement qui est, bien évidemment, un travail d'équipe.

Côté textes, voici, histoire de donner un aperçu :

« En certains coeurs oubliés brûle un feu,
toujours le même.

Il ne s'éteindra jamais ! ... »

Et dans « Nekuni (s iyennaten agi ...) », titre du disque :

« Nous ces gens qu'eux disent de rien,
nous ces gens insignifiants,

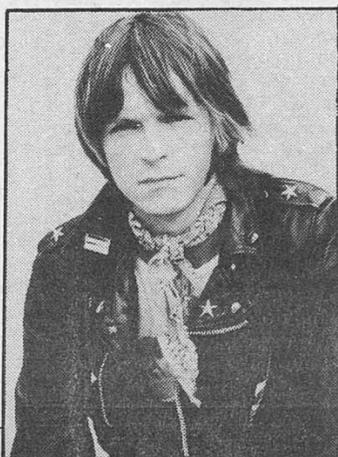
nous n'avons rien dans nos mains :
Nous n'avons pas de fusils ! ... »

Ou encore, dans Yibbwas :

« A présent vous soutenez
que notre langue doit disparaître !
Qu'il est criminel de s'en servir
sinon pour marchander les filles »

Azenzar, sera au Théâtre Paul Eluard, à Stains, le 6 février à 20h30.

R.S.





par Péra Cava

« Une étrange affaire »

De Pierre Granier - Deferre, avec Michel Piccoli, Gérard Lanvin et Nathalie Baye.

La façon est nouvelle. Ou presque. En quelque sorte, c'est « l'année dernière à Marienbad » des pauvres. On a dit de ce film qu'il était bon : c'est vrai. On a dit que Michel Piccoli y faisait une création tout à fait remarquable : c'est vrai. On a dit que le scénario était original : c'est presque vrai à un détail près : le patron qu'incarne Michel Piccoli est plus « rétro » qu'avant-garde comme le laisse entendre la volonté et les soins du réalisateur.

Mais ce que l'on n'a pas dit sur ce film, et qui est à mon sens une innovation, c'est qu'il est vu, qu'il est traité par le petit bout de la lorgnette. Je m'explique : le spectateur est et n'est uniquement que ce jeune garçon, adjoint du directeur de la publicité d'un grand magasin qui, du jour au lendemain, à l'occasion de l'arrivée d'un nouveau patron, se retrouve après avoir été oisif pendant des années,

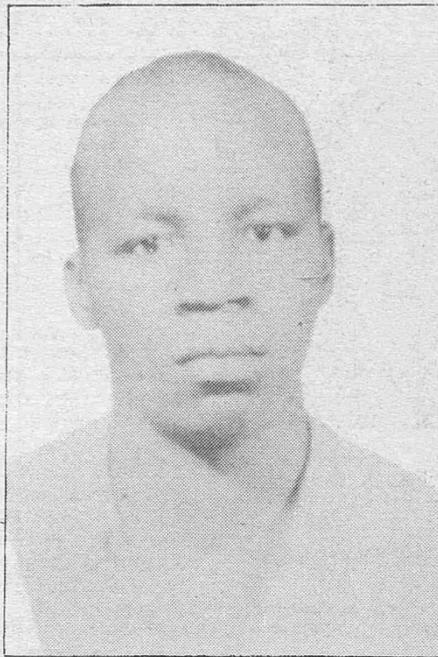


bombardé bras droit de ce même patron, et par la même occasion, son factotum.

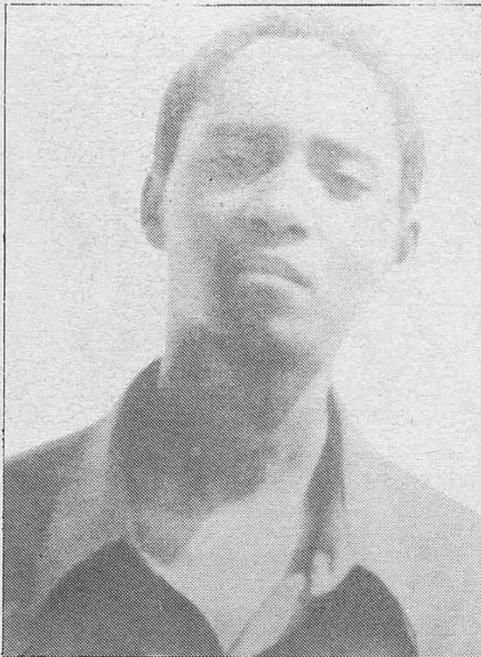
En fait, ni lui, ni le spectateur qui ne vit l'action qu'à travers lui, ne savent ni ne comprennent très bien, et ce qui se passe, et les aboutissements logiques, s'ils existent, de l'action ou des actions directoriales. Et c'est en ce sens que ce film est fortement original. Mais contrairement à « Marienbad » l'action est une, j'entends que nous n'avons à la suivre qu'à travers un seul personnage, alors que dans « Marienbad » non seulement nous étions dans l'obligation de vivre chaque réalité et chaque phantasme de nombreux personnages, mais de plus, l'auteur avait brisé les notions de temps et de lieu, d'où un flou, un brouillard même, parfois, que nous ne trouvons absolument pas dans le film de Pierre Granier-Deferre. Au contraire, tout y est clair et net, même si nous ne pigeons pas, car dans ce cas, c'est que, clairement et nettement, nous n'avons pas à comprendre.

Comme dans la vie, en somme. J'espère que vous m'avez compris ?

Anthologie des poètes d'Afrique du Sud
Une nouvelle fenêtre poétique



Solomon Kalushi Mohlangu



Mondy Motaung



James Mange

Les jeunes sudafricains ne sont pas des poètes, ils appartenaient à l'ANC et pour cette raison ont payé de leur vie pour avoir résisté et attaqué le pouvoir blanc sudafricain.

L'aube d'un jour nouveau est une anthologie d'une vingtaine de poètes anglophones d'Afrique du Sud traduits par le poète Camerounais Paul Dakeyo et l'enseignante Catherine Belvaude publiée par les Editions Silex. Ce survol de poésie présente ainsi un bon échantillonnage de cette productivité poétique au public francophone en France et à travers le monde.

Faire une anthologie de nos jours devient un risque majeur, car cela suppose un choix aussi bien parmi les auteurs que parmi les oeuvres. Choix nécessairement dicté par le goût personnel et les options politiques. Le risque est aussi doublé par la traduction d'une langue à une autre. Il y a indubitablement une sorte de perte sur le plan linguistique (on ne peut pas toujours reproduire la facture poétique exacte de l'original) et une perte quantitative (on ne peut pas reproduire la totalité des oeuvres d'un pays donné). Dans l'ensemble, Dakeyo et Belvaude ne sont point tombés dans ce piège. Ils ont réussi à rassembler des poètes nés au début des années 30 et des années 40, captant ainsi l'essence de cette poésie de contestation qui est à la recherche de sa propre identité.

Nous avons en face de nous des poètes qui se cherchent, qui prennent conscience de leur sort et de celui de leur pays. Si comme dans la préface, on insiste que cette poésie de résistance est particulièrement due au mouvement de libération nationale, il n'en reste pas moins que l'engagement socio-politique des poètes d'Afrique du Sud est toujours accompagné d'un désir passionné de se connaître et de connaître autrui. Il est vrai que cette poésie se pose comme un antidote à l'asservissement, aux brutalités inhumaines d'un régime politique ultra-raciste. Toutes les voix poétiques sont ainsi omnibusées par cette force contestataire qui les ronge pour se débarrasser du joug créé par la race blanche, perpétuant des inégalités et des différences injustifiables à notre époque. Ici l'élément contestataire n'est point teinté de pleurnicheries ou d'embellissements lyriques. Au contraire, il est promu par un cri violent et direct sortant des profondeurs de l'abîme vécu.

L'être terrorisé, éclaté dans sa chair, coupé en plusieurs parties retrouve dans sa contestation, le rythme de l'Afrique, ses sonorités et ses images, pour dire le désœuvrement, l'assujettissement et dénoncer ainsi l'ennemi. Le défi n'est point héroïque. Il est simplement humain. Ainsi nous nous retrouvons du côté de cette humanité qui défend un idéal de justice et de fraternité.

Epousant la voix du poète, le lecteur a l'impression de cheminer dans l'obscurité du gouffre cherchant vainement la lumière du jour. Cette lumière si vivement réclamée dans les ghettos et dans les prisons devient le leitmotiv du plein soleil de l'autre côté des barrières infranchissables. A la lumière symbolique de la liberté, il faudrait aussi ajouter celle de la revendication matérielle ou tout le monde peut manger à sa faim. Ainsi la connaissance spirituelle s'associe la satisfaction des besoins les plus élémentaires sans cesse niés par le

maître colonisateur :
« Le seul passé que je connaisse c'est la faim non assouvie »

« Le seul passé que je te connaisse c'est suer sous le soleil Et recevoir dans ton ventre vide un coup de pied »

« De ton maître dont la panse est bienvenue » (p 55, Keorapetse Kgositsile).

Tous les textes présentés dans cette anthologie sont touchants par leur accent de sincérité, leur message direct et leur ton de révolte si justifiée. Cependant, certains auteurs tels que Kéorapetse Kgositsile, Mazisi Kumene, Oswald Mbuyiseni Mtshali, Arthur Nortje, semblent se détacher du reste des poètes par la force de leur verbe et le pouvoir de leur imagination poétique. Dans leurs oeuvres la colère n'est point seulement énoncée ou suggérée, elle assume plutôt la violence corrosive nécessaire à la transformation de l'univers. Parfois le drame de la torture et de la mort, comme dans le poème « Avant l'interrogatoire ? » de A.N.C. Kumalo est tellement tragique et véridique qu'il nous hante sans répit. Le désastre de Soweto comme celui d'autres événements donne naissance à des poèmes où le cri des victimes devient cauchemar perpétué par des hommes devenus

bêtes fauves et enragés, assoiffés de sang. La brutalité cauchemardesque réveille le lecteur et le plonge dans le champs interdit de la contestation et de la révolte.

Mais cette anthologie ne présente pas que la brutalité infligée à sens unique à un peuple viscéralement attaché à sa libération. Deux autres courants semblent se manifester aussi fortement : la force du poème et le domaine de l'écriture. L'accent mis sur la réflexion et sur la fonction du poète revient sans cesse :

« j'attends le couvert de la nuit pour aller voler le placard, voler mon rare pain, la solitude, et étancher ma soif de lire, de rêver, d'écrire » (p. 87, Oswald Mbuyiseni Mtshali)

« Mon poème se traîne à travers un mur de ruines, limace solitaire, où apparaît comme un poisson, nageur phosphorescent, par un trou dans le fondement de mon esprit, intense comme un tendon luisant » (p. 107, Arthur Nortje).

D'autre part, nous assistons au drame de l'individu assoiffé de contact et de chaleur humaine et non de coups de poings et de coups de pieds. Le poème intitulé « contact » de Hugh Lewin en est l'expression parfaite. Les illustrations de Iba N'Diaye viennent renforcer les thématiques essentielles de cette anthologie.

Ainsi grâce aux Editions Silex, le lecteur francophone possède une nouvelle fenêtre poétique où il peut contempler, et, il faut l'espérer, réagir à ce florilège qui révèle une des plus grandes atrocités de notre monde actuel.

Cette anthologie vient s'ajouter à celle compilée par Florence Vaillant et publiée par *Présence Africaine*, souhaitons qu'il y aura à l'avenir d'autres anthologies pour rendre compte d'une manière globale de la richesse des poètes noirs d'Afrique du Sud.

Hédi Bouraoui



sorties

MUSIK

MUSIQUE

DUNOIS : 28 rue Dunois, 75013 Paris, tél 584 72 00
Vendredi 8 et samedi 9 : Musique antillaise avec Josie Mas, Louis Xavier, Serge Marne, Charles Barry, Bernard et Francis Lapiere
Du lundi 11 au Samedi 16 : Tous les jours à 20h30 « Didier Levallet invité » ou « Impromptus Opus n° 1 à 6 »
Mercredi 13 : Bibi Louison, D. Levallet et beaucoup d'autres très bons musiciens encore.

THEATRE NOIR : 23 rue des Cendriers, 75020 Paris, tél 797 85 15

Du 5 au 10 janvier : Séchou, chansons sur la réalité antillaise

LUCERNAIRE FORUM : 53, rue Notre Dame des Champs

à 20h30 : La fête à Boris
 à 22h30 : Alain Nizet : Entre la révolte et la tendresse.

INTERCLUB 17 : 47 rue de Saussure, 75017 Paris, tél 227 68 81

Le vendredi 15 janvier à 20h30 : un concert de musique populaire du Brésil avec J.M. Foekinos, Y. Foekinos, P. Storch et H. Druelle. Place : 20 et 25 Frs.

CAVEAU DE LA BOLEE : 35 rue de l'Hirondelle, tél. 534 62 20. Jusqu'à la fin du mois : la chanteuse noire américaine du blues et du jazz tous les dimanche : **Melbra Rai**

LE PIAZZA : Parvis du Centre Pompidou, tél. 272 45 58. Le groupe « We came to play », musique de Milese Davis, John Coltrane, Charlie Parker, Chick Corea, Santana et improvisations.

GENTILLY : lieu non précisé.

Le 15 janvier : Cuarteto Cedron

THEATRE NOIR : 23 rue des Cendriers

Le 11 janvier : rencontre avec la cancatrice **Christiane Eda-Pierre** : des Antilles à l'Opéra. A 20h30. Débat animé par Brigitte Massin avec la participation de Charles Chaynes.

Samedi 9 janvier

Noisy le sec.
 Salle Louis Jouvot - Mairie de Noisy
 « Musique du Maghreb et d'ailleurs »
 A partir de 17h : Salem, groupe marocain
 Er-Rai (musique oranaise)
 Musique kabyle.

THEATRE

THEATRE NOIR : 23 rue des Cendriers, 75020 Paris, tél. 797 85 15 ou 16.

Du 12 au 31 janvier : théâtre par la troupe **Sortie de Secours**.

Les joies de la vie Leroi-Jones

Pardon monsieur, de Jeanine Worms. A 20h30 tous les jours et le dimanche à 17h.

MONTORGUEIL : 46 rue de Montorgueil, 75002 Paris, tél. 233 80 78.

Jusqu'au 24 janvier : Dialogue d'immigrés en France, référence à un texte



de Brecht par le Théâtre de la Porte d'Aix, à 20h30.

GENNEVILLIERS : au théâtre, 41 ave. des Grésillons, tél. 793 63 12.

Jusqu'au 17 janvier **La chute de l'égoïste Johann Fatzer**, de Bertold Brecht, mise en scène de B. Sobel.

LURCENAIRE FORUM : 53 rue Notre-Dame des Champs, 75006 Paris, tél. 22 26 50

Théâtre noir : reprise de **Yerma**, d'après Garcia Lorca, à 18h30.

Michel Boujenah dans **Anatole**, à 20h30

Elle lui dirait dans l'île de Françoise Xenakis à 22h15.

Theâtre rouge : **Ladyablogues** de Roland Dubillard par la Compagnie du Maillet à 18h30

Ned'jma Théâtre de chez nous le 7 janvier 18h30

Ecole Delambre - Chelles

Le 10 janvier 15h30
 Maison des Jeunes et de la Culture de Ris-Orangis - Rue Rekitte.

Milosz, choix de textes mis en scènes par Laurent Terzieff à 20h30

Petite salle **Parlons français** de Ionesco.

T.E.P. : 17 rue Malte Brun, 75020 Paris, tél. 636 91 02

Jusqu'au 24 janvier : **Le Grand Magic Circus raconte « le bourgeois gentilhomme »** de Molière.

CINE

RIALTO : 7 rue de Flandre, 75019 Paris, tél. 607 87 61

Suite de la série Comédies musicales égyptiennes. Cette semaine : **Une étape de ma vie**, un film en couleurs de 1971, avec la chanteuse Warda. Ce film s'inspire en grande partie de la vie et de la carrière de cette chanteuse. **Vendredi et samedi (22h et 24h), lundi (22h).**

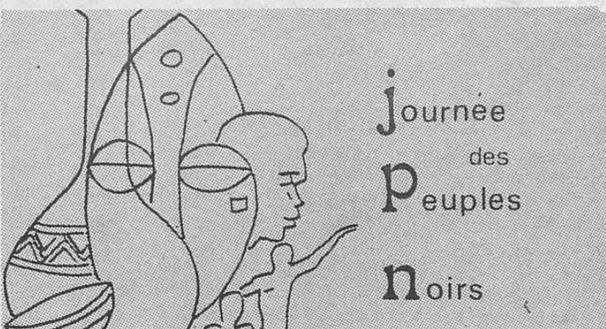
MEXIQUE au centre culturel du Mexique.

Projection du film « **El aniversario del fallecimiento de la suegra de Enhart** », film muet, en noir et blanc des frères Alva, Mexico 1913, durée 13 minutes. L'un des rares films muets de fiction qui reste au Mexique. Les frères Alva ont surtout réalisé ce film sur la révolution. Ce film se veut une imitation de ceux de Max Linder. Ils ont fait appel à des acteurs connus de l'époque Algéria et Enhart, et montre la vie quotidienne d'un couple à Mexico, ainsi que quelques images de la ville. Le 14 janvier à 18h30.

EXPOS

BRETAGNE-TIERS-MONDE : Le CRIDEV et la Maison du Champ de Mars à Rennes, organise à partir du 9 janvier, une exposition sur le thème : **Bretagne et Tiers-Monde : quels liens pour quels développements ?** Cette exposition sera inaugurée par Edmond Hervé, maire de Rennes. Maison du Champ de Mars, Cour des Alliés, Rennes.

MEXIQUE : au centre culturel du Mexique, 47 vis ave. Bosquet, 75007 Paris, tél. 555 79 15



Au studio Bertrand
 29 rue du Gl. Bertrand.
 75007 Paris

Samedi 9 janvier

14h : Film : « **Les statues meurent aussi** »

15h : La chanteuse africaine **Fatou Dieng** accompagnée à la kora et au balafon

16h : Ouverture de la JPN par **Thomas Omores**, secrétaire Général de la FETRANI

16h15 : **L'apartheid**. Conférence-débat animée par **M. Mnumzana Neo**, représentant permanent de l'A.N.C. en France.

18h30 : **Le mouvement des femmes** dans la Fetrani et le sens de leur action

18h45 : **Paul Dakeyo** : récital de poèmes sur l'Afrique Australe.

19h30 : **Le Peuple noir** : Culture et Civilisations par le professeur Kotto Essome ou le Professeur Thomas Melone

21h : Groupe reggae

22h30 : Concert **Francis Bebey**

18h30 : Dou et son groupe

4h : Sound-systeme

Dimanche 10 janvier

14h : Conférence-débat : la contribution des paysans au développement en Afrique par **Henri Lopez**. Fonctionnaire à l'UNESCO

15h30 : **Paul Dakeyo**. Poésie-Récital.

16h30 : Intervention Centrale de la Fetrani par **Emmanuel Manyo**, Président

17h : Ballet Troupe sénégalaise de l'UGTSF

19h45 : L'Afrique chante avec **Penda Diabate** et **Arafan Kouyaté** à la kora

20h30 : Les mystères de la Musique noire par le **Griot Kapia**

21h : Spectacles : concert **Akendengue** Ballet final.

Table de presse : disques africains. Musique des Peuples Noirs

Restauration : spécialités africaines-Buffer

Le jeudi 7 janvier : inauguration de l'expo « **Artistes Mexicains chez Clot, Bramsen et Georges** ». Lithographies. L'expo sera ouverte jusqu'au 13 février.

NOMURA : au centre culturel, 17, 47 rue de Saussure, tél. 227 68 81

Du 5 au 23 janvier : **Aquarium peintures de Nomura**.

ANNONCES

SPORTS : Groupe sportif de jeunes immigrés du Havre « **Entente maghrébine** » demande coup de main pour achat équipement pour équipe de football (pour une équipe cela revient à 2.176, Frs). Arboreait volontiers les mots « Sans Frontière » sur les maillots.

Adresse : Association maghrébine pour la promotion et la culture : 88, rue Louis Lumière, 76620 Le Havre, tél (35) 44 26 12 (Monsieur Abounain) ou (35) 25 05 02 (Monsieur Claude Huet).

CONTACT : Jeune étudiant aimerait rencontrer de nombreux étudiants(tes) africains(es). J'ai envie de connaître et de pouvoir apprécier la culture africaine et notamment la culture maghrébine. Alors on pourrait se rencontrer de temps en temps. Le dialogue représente à mes yeux une forme fondamentale de solidarité. Tél au 859 82 47, le soir si possible et demander **Jean-Marc**.

ICEI : Le Service Formation de l'ICEI organise à compter du 15 février, dans le cadre du DEFA (diplôme d'Etat à la fonction d'animateur) une unité technique de formation (160 heures) en 4 semaines sur « **l'animation culturelle en milieu immigré** ». Ce stage s'adresse en priorité aux animateurs inscrits dans un cycle DEFA.

Renseignements et inscriptions (jusqu'au 15 janvier) à : ICEI Service Formation 43 bis rue des Entrepreneurs 75015 Paris, tél : 575 62 32

AUTEURS : Jeunes auteurs du monde arabe, vous qui voulez publier vos écrits, envoyez vos manuscrits (français arabe) à **Publisud**, 25 rue de l'Espérance, 75013 Paris, tél 581 59 93.

CULTURE Maghrébine : La municipalité de Castres organise en collaboration avec l'Asti et d'autres associations (MRAP) une quinzaine sur la culture maghrébine.

Le 8 Janvier : Groupe Carre de séjour à 20 h (Lyon)

9 Janvier : Groupe Noujoum à 20 h (Lyon)

Le 10 Janvier : Groupe Imazighne à 15 h à Toulouse

Le 9 à 15 h : Conférence sur la famille maghrébine avec l'association d'information et de réflexion sur la culture maghrébine.

Le 13 : Table ronde sur l'identité des jeunes immigrés

Le 15 : Djurjura à 20 h
 16-17 : Week-en sur le cinéma maghrébin

23-24 : Animation avec un groupe d'enfants de Lyon et un groupe de Toulouse.

ASTI : 26 rue de la Martinique, 31300 Toulouse, tél 21 42 66

JEUX ET MOTS CROISES

par **Hertmann**

Solution grille n° 32

K	E	N	I	T	R	A	L	A	
E	T	O	N	E	P	A	I	S	
N	O	M	E	D	I	T	E		
Y	O	B	A	R	I	T	U	E	
A	R	R	I	E	R	E	P		
A	I	L	T	R	A	N	I		
L	E	S	I	R	E	N	E	S	
E	M	A	L	I	T	E	E		
P	U	I	S	E	T	T	E	S	

Grille n° 33

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

1. Ville d'Algérie-Pos-sèdent ;
2. Pays d'Afrique-Infinifit ;
3. Fleuve d'Afrique-Habite ;
4. Pic pyrénéen-Purifiés ;
5. Relatif à l'anus-Point de saignée ;
6. Rendue moins pur ;
7. Gaz de combat-Temps ;
8. Personnel-Jardin de Padoue ;
9. Localité tunisienne ;
10. Patient conducteur-Intente

VERTICALEMENT

1. Lac d'Afrique ;
2. Habitant d'une île-Tracé ;
3. Empire-Note ;
4. Brame-Effleure ;
5. Vagabonde-Tendre ;
6. Titane-Attribuer ;
7. Choisi-Désavoue ;
8. Ville d'Algérie-Commune Belge ;
9. Pays d'Afrique-Liaison ;
10. Nattent

Solution

E	R	T	E	R	I
E	T	R	I	E	R
T	R	I	E	R	E
R	E	I	T	R	E
E	T	I	R	E	R
R	E	T	I	R	E

Trouvez trois mots en utilisant à chaque fois toutes les lettres données

R	A	N	E	C

L'enfer du décor (réponse)

Histoire d'une amitié

Au racisme anti-pédé et anti-pédé français que manifeste plus ou moins et plutôt plus que moins, l'article intitulé « L'Enfer du Décor » du numéro 40 de SF, je voudrais répondre en tant qu'ami français et homosexuel.

La colère passée (et la tristesse !), je ne veux pas polémiquer ni justifier quoi que ce soit, mais vous adresser une petite histoire, l'histoire d'une amitié homosexuelle entre un Français et un travailleur immigré - pas une histoire de pédé, de fous ou de folles, une histoire d'homme, un point c'est tout, comme d'autres français ou immigrés, blancs ou noirs, pourraient aussi en raconter ...

Je voudrais montrer à travers ce témoignage, un peu trop sentimental peut-être, qu'à côté de la réalité

misérable, parfois sordide, évoquée par José avec des mots qui font mal, pour dénoncer des relations fausses et aliénantes, peuvent naître et durer des relations d'amitié et de tendresse à partir du besoin sexuel et matériel ; un besoin très ambigu, c'est vrai car sous le désir de « posséder » l'autre qui existe en tout désir sexuel, se cache un autre besoin plus profond, celui du rapprochement entre les hommes, quelles que soient leur race ou leur classe sociale. L'ambiguïté demeure - elle est humaine - cela ne signifie pas pour autant que ces relations sont misérables ou signes d'aliénation psychologique et sociale.

Etonnant que Tahar Ben Jelloun qui a écrit un livre intéressant sur « la plus haute des solitudes » n'ait pratiquement pas parlé de l'homosexualité !

Gare du Nord, dans un long couloir, je tirais ma solitude, il tirait la sienne, au pas lent de ceux qui ne sont pas là pour prendre un train, à l'écart cependant du triste manège de la faim, celle du sexe et celle de l'argent, qui attire et fait peur.

Pourquoi j'ai arrêté mes yeux sur lui, sur ce grand noir, voûté, qui ne semblait rien voir, sinon ce qu'il portait en lui, caché ?

Pourquoi je l'ai suivi, comme un chien son maître, comme aimanté ? Pourquoi ?

Dans ces yeux tristes, j'ai lu le poids du malheur et la douceur d'un coeur étrangement intact, étrangement ouvert.

Dans mes yeux, il a lu sans doute, la peine d'un coeur blessé et d'un coeur affamé.

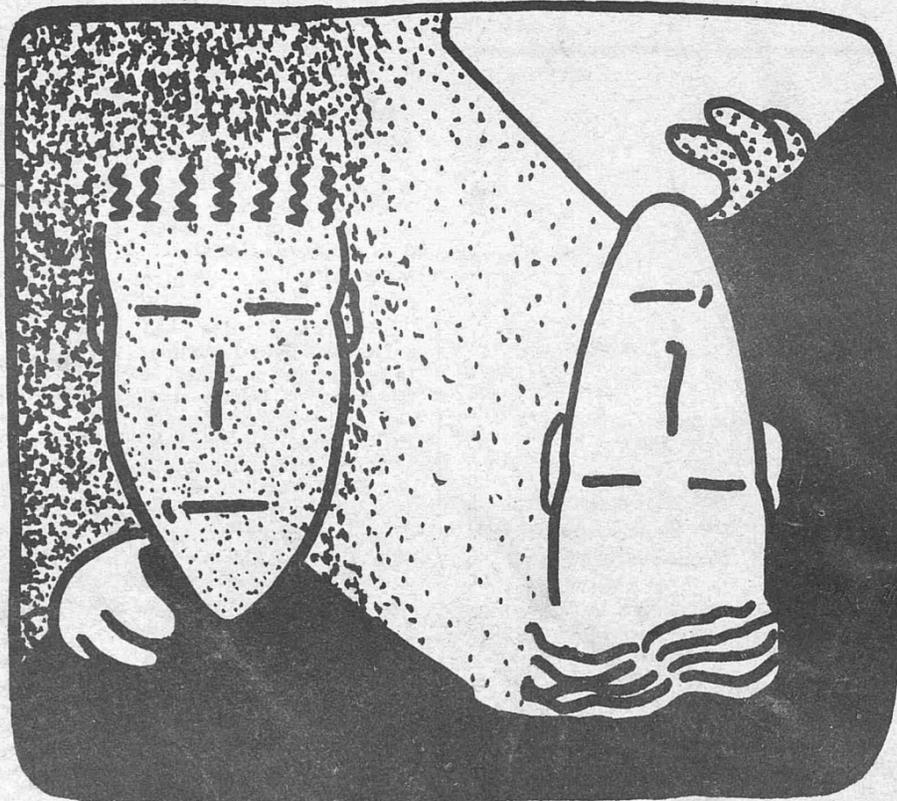
Tout nous séparait, aux yeux des autres, la race, la situation sociale ; un creux immense au coeur nous rapprochait, un même appétit de tendresse, un même désir de donner et de recevoir, plus fort que l'appétit sexuel, plus capable de combler cette solitude qui creuse en négatif.

Dans une malheureuse chambre d'hôtel, à Stalingrad, nous avons oublié le froid du monde et sa misère, nous avons recréé le bonheur ; nos corps se sont redonnés vie et chaleur, nos coeurs se sont communiqués leur douceur.

Nous nous somme revus.

Nous avons fait connaissance, peu à peu... Pudiquement il me parlait de lui, de son travail, de son pays. Je ne comprenais pas bien ou passait son argent... il n'en avait jamais.

Envoyait-il tout au pays ?



Alors j'ai découvert qu'il buvait, qu'il ne se présentait pas toujours à son travail... Notre relation devenait difficile Il cherchait mon aide ; je ne pouvais

Notre relation devenait difficile. Il cherchait mon aide ; je ne pouvais pas lui refuser et je supportais mal de le voir saoul. Je le repoussais.

Ses absences se sont faites plus fréquentes au travail, plus longues, jusqu'à ce que son patron ne le reprenne plus du tout. Sans un sou, il a tout perdu, jusqu'à son lit.

Comment vivait-il ? je ne pouvais pas savoir ; je ne voulais pas savoir non plus. Sa misère, au fur et à mesure que je la découvrais, me devenait insupportable.

Je ne pouvais rien pour lui, sinon lui ouvrir ma porte de temps en temps, l'inviter à manger, lui donner où coucher parfois.

Il m'a appris qu'il avait 2 ou 3 amis français comme moi, qui le recevaient.

Il s'enfonçait dans le malheur, la boisson, la drogue, la drague... la folie

le guettait, l'attirait.

Immigré, il se savait en marge, la différent ; il en souffrait et il aimait son malheur... c'était aussi sa gloire, dont il se parait, fièrement, comme le vieil hidalgo de son manteau troué !

Repartir au pays, il y pensait. Ceux qui le connaissaient et moi, nous l'y encourageions.

Travailler de nouveau, gagner de l'argent, l'envoyer chez lui, il n'y croyait plus.

Pauvre, il avait toujours été ; pauvre, il voulait rester ; pauvre, il repartirait, s'il repartait ! Un jour, comment ? sous quelle impulsion ? il s'est décidé. Calmement, définitivement, il a annoncé son départ.

Comme une vague plus forte, l'appel de chez lui, lui parvenait, et l'emportait...

Il est reparti avec sa valise bourrée de tout et sa tête plus pleine encore.

Là-bas, loin de la « civilisation » et de ses misères, aux portes du désert, il a trouvé une autre pauvreté, une autre solitude.

Son malheur est toujours là, sa dignité aussi.

Un lien reste entre nous, jeté par dessus les préjugés et les barrières sociales, raciales ; un lien d'homme à homme, de pauvre à pauvre, de frère à frère.

Par lui, j'ai appris, mieux que par tous les meetings et les discours militants, mieux que par tous les livres et tous les articles, ce qu'est la vie d'un simple immigré, ce qu'est la vie...

J'ai mis mes pieds là ou jamais je n'aurais été ; j'ai vu ce que jamais je n'aurais vu ; j'ai entendu ce que jamais je n'aurais entendu.

Mon manque et le sien ont permis cela.

J.F.